

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre d'évaluation des résultats du FAD-11 (Annexes)

Document de travail

Revue à mi-parcours du FAD-11
Octobre 2009
Helsinki, Finlande



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Annexes

Abréviations et sigles	ii
Annexe I: Notes d'information sur les indicateurs de résultats dans les pays.....	1
Annexe II: Nouveaux indicateurs éventuels pour l'assainissement, les États fragiles, la parité hommes-femmes et le changement climatique.....	16
Annexe III: Réalisations accomplies pendant le FAD 10 et le FAD 11	25
Annexe IV: Proportion des résultats satisfaisants des opérations du FAD, 1985-2008	28
Annexe V: Efficacité Institutionnelle - Indicateurs des réformes internes pendant le FAD -11: Définitions	29

Abréviations et sigles

BAD	Banque africaine de développement
BIT	Bureau international du travail
CAD	Comité d'aide au développement
DOTS	Direction des statistiques commerciales
EDS	Enquêtes démographiques et sanitaires
EMNV	Étude sur la mesure du niveau de vie
EPGI	Indicateur sexospécifique de l'emploi par rapport à la population
EPIP	Évaluation des politiques et des institutions des pays
ESGI	Indicateur sexospécifique de la situation dans la profession
FAD	Fonds africain de développement
FAD-10	Dixième reconstitution générale des ressources du FAD
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du FAD
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GFP	Gestion des finances publiques
ICM	Indice de compétitivité mondiale
IDH	Indice du développement humain
IGM	Indicateur de gouvernance dans le monde
IPC	Indice des prix à la consommation
IPF	Indicateur de la participation des femmes
ISD	Indice sexospécifique du développement
ISE	Index « Institutions sociales et égalité homme-femme »
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
PEFA	Dépenses publiques et responsabilité financière
PIB	Produit intérieur brut
PMR	Pays membre régional
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité des pouvoirs d'achat
RCM	Rapport sur la compétitivité mondiale
TAP	Taux d'achèvement primaire
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Annexe I: Notes d'information sur les indicateurs de résultats dans les pays

1. PIB par habitant (en dollars constants de 2000)

Définition : le PIB par habitant est le produit intérieur brut divisé par la population en milieu d'année. Le PIB est égal à la somme des valeurs brutes ajoutées à l'économie par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits et minorée des subventions non incluses dans l'évaluation des produits. Son calcul ne tient compte ni de l'amortissement des actifs fabriqués ni de l'épuisement ou de la dégradation des ressources naturelles. Les chiffres sont exprimés en dollars constants (de 2000).

Changement du point de référence : le changement de la valeur de référence, qui passe de 358 à 368 dollars, s'explique par les révisions apportées aux chiffres se rapportant aussi bien au PIB qu'à la population dans la période 2007-2009.

Source : les données du PIB sont estimées par le Département de la statistique de la Banque africaine de développement (BAD), lequel s'appuie pour ce faire sur les données des comptes nationaux recueillies auprès des organisations statistiques nationales, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Les estimations de la population proviennent du document *Perspectives démographiques mondiales* (publié par la Division de la population des Nations Unies, pour diverses années sur la période 2000-2008).

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : une croissance économique soutenue augmente les revenus moyens et est étroitement liée à la réduction de la pauvreté. La croissance économique est en outre susceptible de contribuer à faire reculer la pauvreté en augmentant les recettes publiques qui peuvent être consacrées aux programmes publics en vue de la fourniture de services essentiels destinés aux pauvres. Le PIB par habitant constitue une mesure de base de la valeur de la production par personne, la croissance du PIB ainsi que celle du PIB par habitant étant considérées comme des mesures générales de la croissance économique.

Sensibilité au changement de politique : parmi les éléments clés d'un environnement propice à la croissance du PIB figurent des politiques macroéconomiques qui aident à maintenir la stabilité économique et financière ; l'ouverture aux échanges qui favorise l'accès aux marchés mondiaux des biens, des services et du savoir ; un cadre réglementaire et institutionnel de l'activité du secteur privé qui contribue à créer l'esprit d'entreprise et la concurrence ; et un secteur financier qui mobilise de façon efficace et durable des ressources et les oriente vers les filières les plus productives. La croissance peut toutefois être influencée par d'autres variables endogènes et exogènes sur lesquelles les politiques publiques n'ont pas d'effet. Il s'ensuit que la sensibilité de cet indicateur au changement de politique n'est que partielle.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : le PIB mesure la production dans une économie et il s'agit d'un indice économique de base. Le PIB est certes une mesure générale de l'activité économique, mais en lui-même, il ne constitue ni ne jauge le bien-être ou le succès en matière de développement. Cela étant, il demeure le meilleur indicateur de l'activité et du progrès économiques. On peut estimer le PIB en prix constants en mesurant la quantité totale des biens et des services produits au cours d'une période, en leur attribuant un ensemble convenu de prix de l'année de référence, minorés du coût des intrants intermédiaires et majorés des taxes nettes sur les produits, ces chiffres étant eux aussi exprimés en prix constants.

Dans les pays en développement, l'établissement de rapports sur les comptes nationaux constitue généralement l'une des plus importantes activités statistiques, et ces données sont compilées par les organismes statistiques nationaux et les banques centrales sur une base annuelle. Divers facteurs peuvent influencer sur la qualité des données, dont la difficulté à quantifier la croissance des services en l'absence de mesures bien définies de la production ; la non-quantification des progrès techniques, qui conduit à une sous-estimation du volume de production ; la non-quantification de la variation de la qualité des biens et des services produits, qui se traduit par une sous-estimation de la valeur de la production et de la valeur ajoutée ; et les activités économiques informelles. Plusieurs organismes internationaux, notamment les Nations Unies, le FMI, la Banque mondiale et d'autres agences multilatérales de développement ainsi que des organismes bilatéraux, fournissent de l'assistance technique aux bureaux nationaux de la statistique depuis plusieurs années afin d'aider à améliorer les estimations du PIB. Les données ayant été révisées, il est peut-être inopportun de les comparer aux chiffres indiqués

antérieurement pour chaque pays et aux totaux.

2. Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour

Définition : la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour est le pourcentage de la population qui dispose de moins de 1,25 dollar quotidiennement pour vivre, aux prix internationaux de 2005.

Changement du point de référence : les chiffres globaux se rapportant à cet indicateur ont changé en raison du rajustement du seuil de pauvreté qui est passé de 1,08 dollar aux prix de 1993 à 1,25 dollar par jour aux prix de 2005, sur la base des nouvelles estimations de la parité du pouvoir d'achat (PPA) générées à partir des enquêtes du Programme de comparaison internationale menées par la BAD dans 48 pays membres régionaux (PMR) et coordonnées à l'échelon planétaire par la Banque mondiale. Le seuil de pauvreté est en outre basé sur la moyenne des seuils de pauvreté nationaux des 15 pays les plus démunis du monde. Ces changements ont par conséquent conduit à la reprise du calcul des chiffres globaux, lesquels diffèrent de ceux indiqués antérieurement. Le taux global pour les pays FAD passe désormais de 56 % en 2002 à 51 % en 2006, contre les taux respectifs de 36 % et 33 % indiqués en 2007. En raison des modifications subies par les prix relatifs, les nouvelles PPA entraînent certains changements au niveau à la fois du degré de pauvreté et du classement des pays. Les tendances temporelles sont toutefois restées largement similaires, avec des taux de pauvreté en baisse.

Source : les estimations de cet indicateur sont basées sur les revenus ou les dépenses par habitant établis à partir d'enquêtes menées auprès des ménages par le Groupe de recherches en économie du développement de la Banque mondiale. Les données relatives aux dépenses sont utilisées dans toute la mesure du possible. Pour des détails sur les sources des données et les méthodes utilisées pour effectuer les dernières estimations, voir l'étude de Chen et Ravallion (2008) intitulée « The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty »¹ et le site Web PovcalNet, un outil de calcul interactif en ligne qui permet d'établir les estimations de la pauvreté à l'échelle internationale.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : l'objectif ultime de la plupart des organismes et institutions de développement est d'éliminer la pauvreté et la faim. Le premier objectif énoncé dans la Déclaration du Millénaire pour le développement est de faire reculer la pauvreté et la faim et de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion des personnes dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour en termes de PPA. Le seuil de pauvreté international a récemment été revu et établi à 1,25 dollar par jour en termes de PPA de 2005. En effet, cet indicateur mesure les progrès accomplis dans le sens de la réduction de la pauvreté extrême, qui constitue également un objectif de la plupart des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

Sensibilité au changement de politique : les programmes de réduction de la pauvreté conçus et mis en œuvre par les gouvernements sont essentiels pour réduire le nombre de personnes disposant de moins de 1,25 dollar par jour pour vivre. Cet indicateur est par conséquent sensible aux politiques publiques.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : les données relatives aux dépenses ou au revenu par habitant, tirées des enquêtes auprès des ménages de chaque pays, sont converties en prix 2005 à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (en recourant séparément aux indices urbains et ruraux lorsqu'ils sont disponibles), puis en dollars PPA en utilisant le taux de change PPA pour la consommation de 2005 de la Banque mondiale. Aussi le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour est-il appliqué aux données basées sur la PPA, ce qui permet de comparer un pays à l'autre et d'estimer la pauvreté globale aux niveaux régional et mondial. Il convient par ailleurs de noter que la plupart des pays établissent également leur propre seuil de pauvreté, lequel sert à l'analyse et à l'élaboration des politiques à l'échelon national. La disponibilité de cet indicateur est fonction de l'existence de données d'enquêtes auprès des ménages, notamment celles relatives aux revenus ou aux dépenses, de la disponibilité des taux de change PPA, et de l'indice des prix à la consommation. Les enquêtes nationales sur les revenus et les dépenses des ménages sont en général effectuées tous les trois

¹ Chen, Shaohua et Martin Ravallion, 2008. *The Developing World is Poorer Than We Thought, But No Less Successful in the Fight Against Poverty*. Série Documents de travail de recherche stratégique 4703, Banque mondiale.

à cinq ans dans bien des pays en développement, mais moins fréquemment dans quelques-uns d'entre eux. Les plus récents taux de change PPA ont été calculés pour l'année 2005. Les estimations régionales et mondiales de la pauvreté à l'échelon national, basées sur un seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour, sont mises à jour chaque année par la Banque mondiale et publiées dans les *Indicateurs sur le développement dans le monde*. Les estimations régionales et mondiales sont disponibles tous les trois ans. Des efforts sont déployés pour établir un dépôt amélioré de données d'enquêtes nationales auprès des ménages, qui fournira des données mieux harmonisées d'un pays à l'autre.

3. Indicateur des dépenses publiques et de responsabilité financière

Définition : le cadre de mesure de la performance en matière de gestion des finances publiques est un dispositif intégré de suivi qui permet de mesurer la performance des pays dans le domaine de la gestion des finances publiques au fil du temps. Il a été élaboré par l'initiative d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière (PEFA), en collaboration avec l'Initiative conjointe sur la gestion des finances publiques du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, comme un outil qui fournirait des informations fiables sur la performance des systèmes, processus et institutions de gestion des finances publiques au fil du temps. Il s'agit d'un des éléments d'une approche renforcée de l'appui aux réformes de la gestion des finances publiques.

Sur la base des six aspects fondamentaux de la performance en matière de gestion des finances publiques, le cadre PEFA de mesure de la performance identifie un ensemble de 28 indicateurs de haut niveau qui mesurent la performance opérationnelle des éléments clés des systèmes, processus et institutions de gestion des finances publiques du gouvernement central, du parlement et de l'audit externe d'un pays. Les 28 indicateurs retenus pour le système de gestion des finances publiques du pays sont répartis en trois grandes catégories (résultats budgétaires, caractéristiques transversales et cycle budgétaire), ce qui permet de rendre compte de la performance des principaux systèmes, processus et institutions dans le cycle budgétaire du gouvernement central. Outre les indicateurs de performance du pays en matière de gestion des finances publiques, le cadre comprend également trois indicateurs évaluant les pratiques des donateurs qui influent sur la performance du système national de gestion des finances publiques.

L'indicateur PEFA proposé est un indicateur indirect de mesure de la qualité des systèmes de gestion des finances publiques. Plus précisément, cet indicateur vise à mesurer les tendances et progrès globaux de la gestion des finances publiques en Afrique subsaharienne. Il s'agit de la moyenne non pondérée de la valeur moyenne de chacun des 31 indicateurs PEFA de gestion des finances publiques. Chaque indicateur de GFP mesure la performance d'un élément clé de la gestion des finances publiques par rapport à une échelle ordinale qui peut prendre une parmi huit valeurs : A, B+, B, C+, C, D+, D, et Non disponible (NA) ou Non enregistré (NR). Pour calculer la moyenne, la valeur de chaque indicateur est transposée en une valeur numérique allant de 0 à 7.

Le cadre PEFA ne fournit pas d'indicateur global de la performance d'un pays. L'ensemble d'indicateurs de haut niveau se concentre sur les qualités fondamentales d'un système de gestion des finances publiques, à la lumière des bonnes pratiques en vigueur à l'échelon international, au lieu d'établir une norme basée sur les dernières innovations dans le domaine de la gestion des finances publiques. Le rapport PEFA sur la performance en matière de gestion des finances publiques recourt à l'analyse basée sur les indicateurs pour effectuer une évaluation intégrée du système de gestion des finances publiques au regard des six aspects cruciaux de la performance en matière de gestion des finances publiques et évaluer l'incidence probable des insuffisances de cette gestion sur les trois niveaux de résultats budgétaires.

Source: les données de base relatives à l'indicateur sont recueillies dans les pays par le secrétariat de l'initiative PEFA, qui est hébergé par la Banque mondiale (www.pefa.org).

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : pour que la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté soit couronnée de succès, il est indispensable que les gouvernements observent en permanence de bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques. L'indicateur PEFA témoigne donc indirectement de la qualité de la mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté par un gouvernement.

Sensibilité au changement de politique : la gestion des dépenses publiques et des finances publiques est sensible aux réformes du secteur public destinées à améliorer ces aspects des

finances nationales. Par conséquent, cet indicateur s'améliore lorsque le gouvernement met en œuvre des réformes visant à renforcer sa gestion des finances publiques.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : l'indicateur PEFA proposé est basé sur des informations existantes et accessibles au public, recueillies dans le cadre des rapports PEFA sur la performance en matière de gestion des finances publiques, et qui étaient disponibles pour 20 pays FAD dès la mi-octobre 2007. Le secrétariat de l'initiative PEFA donne des orientations générales, assure la supervision et fait régulièrement le bilan des progrès des évaluations PEFA en les classant comme achevées, substantiellement achevées, entamées ou projetées. Le public peut accéder à ces informations à partir du site web du secrétariat de l'initiative PEFA (www.pefa.org). À ce jour (mi-octobre 2007), 20 pays FAD et trois pays BAD ont achevé une revue PEFA.

On s'attend à ce que l'application répétée de l'outil de l'indicateur fournisse des informations sur la mesure dans laquelle la performance du pays en matière de gestion des finances publiques s'améliore ou pas. En outre, le rapport sur la performance en matière de gestion des finances publiques reconnaît les efforts consentis par le gouvernement pour réformer son système de gestion des finances publiques, en décrivant les mesures de réforme récentes et en cours, qui n'ont peut-être pas encore influé sur la performance en matière de gestion des finances publiques. Le rapport ne contient toutefois pas de recommandations pour les réformes ou d'hypothèses concernant l'impact potentiel des réformes en cours sur la performance en matière de gestion des finances publiques. Le cadre s'attache plutôt à évaluer la mesure dans laquelle le système de gestion des finances publiques est un facteur favorable à la réalisation des résultats souhaités. L'évaluation devrait être mise à jour tous les trois ans, mais dans un nombre de cas, les réévaluations interviennent dans des délais plus brefs. La première génération des évaluations PEFA a été effectuée principalement en 2006-2007, aussi peut-on s'attendre à ce que la deuxième génération ait lieu en 2009-2010. Il est proposé de calculer les indicateurs PEFA tous les trois ans.

La couverture devrait s'améliorer sensiblement à court terme, les évaluations PEFA étant amorcées ou sensiblement achevées dans de nombreux pays, notamment ceux du FAD. Certains pays ont déjà révisé leurs évaluations initiales. Compte tenu du fait que les indicateurs PEFA sont peu susceptibles de changer radicalement d'une année à l'autre en raison de l'inertie générale des systèmes de gestion des finances publiques, l'idéal est de mesurer les progrès tous les trois ans (2006/2007 – 2009/2010). Les rapports PEFA sur la performance en matière de gestion des finances publiques sont généralement accessibles au public, même s'il convient d'améliorer leur diffusion en temps plus opportun.

4. Note moyenne des indicateurs de gouvernance dans le monde

Définition et justification : l'indicateur choisi pour mesurer la qualité des progrès dans le domaine de la gouvernance est une moyenne des notes des indicateurs de gouvernance dans le monde. L'indicateur de gouvernance dans le monde mesure six dimensions de la gouvernance : i) voix citoyenne et responsabilité ; ii) stabilité politique et absence de violence ; iii) efficacité des pouvoirs publics ; iv) qualité de la réglementation ; v) état de droit ; et vi) et maîtrise de la corruption. Les notes des indicateurs de gouvernance dans le monde sont basées sur un modèle qui agrège les réponses provenant de diverses sources d'information en ces six grandes dimensions. Ce modèle établit une moyenne pondérée des sources pour chaque pays comme la meilleure estimation de la gouvernance pour le pays en question. Les pondérations sont proportionnelles à la fiabilité de chaque source. Les estimations de la gouvernance qui en découlent ont une valeur prévue (dans tous les pays) de zéro et une déviation normale (à l'échelle des pays) de un. Cela signifie que toutes les notes pour ainsi dire se situent entre -2,5 et 2,5, les notes plus élevées correspondant à de meilleurs résultats.

Source: les indicateurs de gouvernance dans le monde sont élaborés et maintenus par un groupe indépendant de chercheurs à l'Institut de la Banque mondiale. Les sources de données sont les enquêtes auprès de particuliers et d'entreprises locales possédant une connaissance de première main de la situation en matière de gouvernance dans divers pays. Les indicateurs reposent sur les opinions des analystes nationaux en service dans les grands organismes de développement et reflètent la profonde expérience acquise par ces personnes dans le cadre de leurs activités dans les pays qu'elles évaluent. D'autres sources de données appartenant à des ONG et des agences de notation du risque commercial basent leurs évaluations sur un réseau

mondial de correspondants vivant en général dans le pays qu'ils notent. Toutes les informations pertinentes (notamment les données, les documents sur la méthodologie, les graphiques interactifs et les cartes du monde) utilisées pour la dernière série de mises à jour (2007) sont affichées sur le site web des *Indicateurs de gouvernance dans le monde* (<http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp>).

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : en Afrique, la gouvernance est indispensable à la stabilité ainsi qu'à un développement et une croissance durables. Sans bonne gouvernance, tous les autres programmes de réforme et de réduction de la pauvreté ont des impacts limités.

Sensibilité au changement de politique : les six dimensions de cet indicateur peuvent être grandement influencées par les réformes publiques dans ces domaines particuliers. Un engagement fort et une action énergique des pouvoirs publics dans la lutte contre la corruption amélioreront l'indicateur de corruption du pays, tout comme l'obtention des résultats escomptés.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : les indicateurs de gouvernance étaient actualisés tous les deux ans entre 1996 et 2002. Après 2002, leur mise à jour est annuelle. La prochaine série d'indicateurs de gouvernance seront affichés vers la fin de 2008. L'importante amplification de la collecte des données pour la mise à jour de 2007 a permis à la fois d'élargir la couverture nationale et d'améliorer la précision des indicateurs globaux, mais des marges d'erreur subsistent. À l'avenir, la précision sera davantage améliorée grâce à la disponibilité de données supplémentaires.

5. Indicateur de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives

Définition et justification : il s'agit d'un indicateur indirect de mesure de la bonne gouvernance dans le domaine de la gestion des recettes générées par les industries extractives. Plus précisément, cet indicateur mesure le respect, par un pays, des normes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et sa valeur peut être de 0, 1 ou 2. Une valeur de 0 indique que le pays concerné est riche en ressources mais n'a pas encore adhéré à l'ITIE. Une valeur de 1 signifie qu'il s'agit d'un pays candidat à l'adhésion à l'ITIE, c'est-à-dire se trouvant aux stades initiaux de la mise en œuvre de l'Initiative, et une valeur de 2 indique que le pays en question se conforme strictement aux normes de l'ITIE et, de ce fait, publie de façon transparente et responsable les recettes qu'il tire des industries extractives.

L'Initiative s'emploie à former des partenariats regroupant diverses parties prenantes des pays en développement, afin d'accroître la responsabilité des pouvoirs publics. Il revient aux pays eux-mêmes d'appliquer les normes de l'ITIE dans le cadre d'un partenariat tripartite entre le gouvernement, la société civile et le secteur des industries extractives. Un processus de mise en œuvre en quatre étapes couvre l'adhésion initiale, la préparation, la divulgation et la diffusion des résultats. Un nouveau mécanisme de validation adopté par le Conseil d'administration de l'ITIE en 2006 montre clairement les pays qui s'engagent fermement à mettre en œuvre le processus de l'ITIE, en les classant en pays « candidats » et « respectant les normes ».

Le soutien de la Banque à l'ITIE a été annoncé par le Président Kaberuka en octobre 2006. À l'occasion de cette annonce, le président a présenté les grandes lignes d'une approche à deux volets de la participation de la Banque à l'ITIE : action de sensibilisation pour susciter la volonté politique chez les PMR riches en ressources qui n'ont pas adhéré à l'Initiative ; et fourniture d'assistance technique et financière aux PMR qui ont fait montre de volonté politique en adoptant l'ITIE, mais ne disposent pas des capacités — humaines, financières et institutionnelles — nécessaires pour sa mise en œuvre. À partir de 2007, la Banque fournira à quelques PMR un appui pour la mise en œuvre de l'ITIE, en coordination avec d'autres partenaires, ce qui permettra d'assurer la coopération et la complémentarité. Il s'agira notamment d'aider les pays à franchir les diverses étapes de la mise en œuvre de l'ITIE. Qui plus est, la mise en œuvre de l'ITIE servira de levier pour l'identification des besoins en matière d'assistance technique pour de plus vastes réformes de la gouvernance du secteur des industries extractives.

Source : les données sur les pays riches en ressources sont fournies par le FMI. Les données relatives à la mise en œuvre de l'ITIE sont fournies par le secrétariat de l'Initiative et publiées sur le site web de cette dernière (www.eitransparency.org), lequel est mis à jour de façon permanente.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : l'ITIE a été lancée en septembre 2002 par le Premier ministre Blair du Royaume-Uni, dans le but d'améliorer la gouvernance et la transparence dans les pays riches en ressources, grâce à la vérification et à la publication intégrale des versements effectués par les entreprises et des recettes publiques tirées de l'exploitation pétrolière, gazière et minière. Les recettes générées par ces secteurs doivent être un important moteur de croissance économique et de développement social dans les pays en développement. Toutefois, un manque de transparence de ces recettes a souvent conduit au conflit, à la corruption et à la pauvreté, phénomène connu sous l'appellation de « malédiction des ressources » ou « paradoxe de l'abondance ».

Sensibilité au changement de politique : la décision d'un pays de se conformer aux normes de l'ITIE ou de ne pas s'y conformer influera beaucoup sur sa note.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : selon le Guide sur la transparence des recettes des ressources naturelles du FMI (2007), on dénombre actuellement 19 pays africains qui sont riches en ressources pétrolières, gazières ou minérales. Ces données sont accessibles au public et mises à jour sur une base annuelle par le FMI. À ce jour, 13 des 19 pays africains riches en ressources extractives n'ont pas encore adhéré à l'ITIE, six sont des pays candidats et aucun ne respecte scrupuleusement les normes de l'Initiative. En outre, trois pays ne remplissant pas les conditions requises pour être considérés comme riches en ressources d'après les normes du FMI (mais qui n'en disposent pas moins de ressources naturelles considérables) ont décidé de mettre en œuvre l'ITIE et sont des pays candidats. En conséquence, à l'heure actuelle, la note totale est de neuf points sur un maximum possible de 44. Cette note va augmenter à mesure que les pays adhéreront à l'ITIE ou progresseront dans sa mise en œuvre.

Le Conseil d'administration de l'ITIE détermine si un pays remplit les conditions requises pour être considéré comme candidat à l'ITIE ou comme respectueux des normes de l'Initiative. Tous les deux ans, le Conseil procède à la revue de la liste existante des pays remplissant ces conditions. Afin de remplir les conditions requises pour être un candidat, le pays doit franchir quatre étapes de prévalidation qui sont évaluées par le Conseil de l'ITIE pendant ses réunions semestrielles. Pour qu'un pays soit admis au statut de pays respectant les normes, il doit obtenir la validation ITIE dans les deux ans suivant la date à laquelle il est devenu candidat. Une fois qu'il a obtenu le statut de pays respectant les normes, il doit subir une validation au moins une fois tous les cinq ans, ou à la demande du Conseil d'administration de l'ITIE.

L'ITIE a instauré récemment l'obligation faite aux pays de l'ITIE de se soumettre à un processus de prévalidation et de validation. La première évaluation de prévalidation a été effectuée par le Conseil de l'ITIE en septembre 2007. À ce jour, l'Azerbaïdjan est le seul pays à avoir achevé la validation ITIE et être devenu pays respectant les normes ITIE. Plusieurs pays ont publié des rapports d'audit annuels sur l'ITIE en 2008. À mesure de l'évolution des processus de prévalidation et de validation, le Conseil de l'ITIE y apportera les améliorations qu'il juge nécessaires.

6. Indicateurs des échanges commerciaux en Afrique (deux indicateurs)

Définition et justification : cet indicateur mesure la part des pays africains dans le commerce mondial. Si le commerce prenait son essor dans les pays les plus pauvres d'Afrique et que les États riches commerçaient équitablement avec les pays pauvres en leur permettant de prendre pied de façon satisfaisante sur les marchés occidentaux, un énorme pas serait franchi vers la réduction de la pauvreté en Afrique. L'intégration croissante des économies du monde, la peur de la marginalisation et le fait que la plupart des pays africains soient trop petits pour négocier tout seuls avec des blocs commerciaux puissants, ont conduit à un regain d'intérêt pour l'intégration régionale. De même, l'intégration régionale interafricaine et les mesures de libéralisation du commerce qui l'accompagnent sont un moyen de contribuer au développement de l'Afrique en stimulant la croissance économique au sein du continent. L'accentuation de l'intégration et du commerce régionaux sont au cœur de l'objectif stratégique de la Banque, et le résultat ultime des opérations de l'institution dans ce secteur se mesurera en termes d'augmentation du poids du continent africain dans le commerce mondial (mesurée par la part de l'Afrique dans le commerce mondial) et d'intensification des flux commerciaux interafricains (mesurés par le volume des échanges des pays FAD avec les autres pays africains).

Source: les indicateurs du commerce africain s'inspirent des données de la Direction des statistiques commerciales (DOTS) du FMI. DOTS utilise des données fournies par les pays eux-mêmes, ainsi que des données provenant de la Division de statistique de l'ONU, de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organismes internationaux.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : la pauvreté économique des populations et des pays est imputable à leur inaptitude à mener des activités commerciales, et les échanges offrent une issue essentielle pour se sortir de la pauvreté.

Sensibilité au changement de politique : l'ouverture d'un pays au commerce international est une décision que seul son gouvernement peut prendre. Par conséquent, même si d'autres facteurs entrent en jeu, la décision du gouvernement est une condition nécessaire pour influencer davantage sur cet indicateur.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : la méthodologie de DOTS rend possible l'estimation des échanges non seulement pour les pays accusant du retard dans l'établissement de leurs rapports, mais aussi pour ceux dont les données ne sont pas disponibles auprès d'autres sources. Les statistiques commerciales du FMI sont mises à jour au moins une fois par an, aussi les indicateurs du commerce en Afrique peuvent-ils être suivis sur une base annuelle.

Des mises à jour plus fréquentes sont prévues, et les usagers seront informés des nouvelles améliorations au fur et à mesure de leur disponibilité. La Banque continuera à suivre des statistiques commerciales précises ou tout autre indicateur pouvant se rapporter plus étroitement à ses opérations (par exemple les prix du fret ou la durée du transport, l'écart entre le prix franco à bord et le coût, assurance et fret).

7. Indicateur de l'indice de compétitivité mondiale

Définition et justification : la compétitivité est fonction de la mesure dans laquelle un pays utilise de façon productive les ressources disponibles. À son tour, cette mesure a trait à l'aptitude du pays à assurer à ses citoyens de hauts niveaux de prospérité. L'indice de compétitivité mondiale mesure l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent les niveaux durables actuels et à moyen terme de prospérité économique.

Source: cet indice se compose de plus de 90 variables, regroupées en neuf piliers dont chacun représente un domaine considéré comme un important déterminant de la compétitivité : institutions, infrastructures, macroéconomie, santé et enseignement primaire, enseignement supérieur et formation, productivité du marché, disponibilité des technologies, sophistication des entreprises, et innovation. Les deux tiers des variables sont déterminés sur la base de l'enquête auprès des cadres supérieurs et le tiers, à partir de sources accessibles au public. Les participants à l'enquête attribuent une valeur allant de 1 à 7. Les données objectives provenant de sources accessibles au public sont normalisées sur une échelle de 1 à 7. L'impact de chaque pilier sur la compétitivité variant d'un pays à l'autre, en fonction du stade de développement économique, des pondérations différentes sont données aux piliers.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : la compétitivité est essentielle pour une croissance et un développement durables. Un pays compétitif sera capable d'inscrire la croissance dans la durée et, par conséquent, de réduire l'incidence de la pauvreté.

Sensibilité au changement de politique : les réformes macroéconomiques, juridiques et institutionnelles sont cruciales pour l'amélioration de la compétitivité.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : l'enquête auprès des cadres supérieurs recueille de précieuses informations sur un vaste éventail de variables pour lesquelles les sources de données objectives sont rares ou souvent inexistantes. Elle est menée chaque année auprès d'informateurs de 125 pays. Les données accessibles au public qui sont utilisées dans le rapport proviennent d'un certain nombre de sources dont le FMI, la Banque mondiale et les Nations Unies.

L'indice de compétitivité mondiale est publié dans le cadre de la série des Rapports sur la compétitivité mondiale, lesquels sont devenus, au cours des trois dernières décennies, la source d'évaluation mondiale la plus complète et appréciée de la compétitivité des pays, offrant des informations extrêmement précieuses sur les politiques, les institutions et les facteurs qui

déterminent la productivité, et permettent ainsi d'assurer une croissance économique durable et la prospérité à long terme.

Le Rapport sur la compétitivité mondiale est déjà le plus important rapport sur la compétitivité ; sa couverture s'étend chaque année — 134 économies ayant été traitées en 2008 — et le nombre de ses informateurs s'accroît (ils sont un peu plus de 11 000 à l'heure actuelle). Les données servant à calculer l'indice ne sont pas facilement accessibles pour beaucoup de pays et les financements disponibles pour couvrir les frais d'administration de l'enquête auprès des cadres supérieurs sont limités. Toutefois, compte tenu de la bonne réputation du rapport, les financements devraient augmenter et permettre d'accéder à des informations provenant d'un nombre croissant de sources et de pays.

8. Indicateur du rendement céréalier

Définition et justification : l'indice de rendement céréalier est basé sur les rendements par hectare (kg/ha) de quatre cultures : maïs, mil, riz paddy et sorgho. Le terme « rendement » renvoie à la production récoltée par unité de superficie récoltée pour ces produits. Dans la plupart des cas, les données de rendement ne sont toutefois pas notées directement : on les obtient plutôt en divisant les chiffres de production par les chiffres se rapportant à la superficie récoltée. Les données de rendement des quatre cultures retenues sont plus fiables que celles des cultures permanentes qui peuvent correspondre aux chiffres relatifs à la superficie ensemencée.

Changement du point de référence : le nouveau chiffre de 2005, qui s'établit désormais à 109, a été obtenu à la suite des révisions apportées à la série de données, ainsi que de l'augmentation, de 27 à 28, du nombre de pays disposant de données.

Source : les données relatives au rendement proviennent de la Division de la statistique de la FAO. Ces données sont recueillies au moyen d'un questionnaire annuel sur la production agricole envoyé aux pays.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : les quatre cultures ont été choisies en raison de leur importante contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages au cours des dernières années. Le maïs, qui était essentiellement une culture de subsistance, est devenu au fil du temps une culture commerciale. Cette situation tient à la disponibilité des subventions, à l'accessibilité du crédit et à l'existence de politiques publiques de vulgarisation et de substitution des importations, qui ont créé des incitations par les prix pour les agriculteurs. Des progrès ont par ailleurs été accomplis dans la mise au point d'une nouvelle variété de maïs résistant à la sécheresse pour l'Afrique australe. Ces nouvelles variétés adaptables, résistant à la sécheresse et à faible teneur d'azote, donnent des rendements supérieurs de 25 à 30 % et elles sont actuellement cultivées sur plus d'un million d'hectares en Afrique australe.

Une révolution verte s'est opérée par ailleurs au niveau du riz, lequel est devenu la plus importante culture vivrière de base pour les Africains, surtout en raison de l'urbanisation et du fait qu'il est facile à préparer par rapport aux autres cultures vivrières de base. Le nouveau riz pour l'Afrique (NERICA), mis au point en croisant le riz asiatique (*oryza sativa*) et le riz africain traditionnel (*oryza glaberrima*), offre plusieurs avantages exceptionnels : comparé aux variétés existantes, ses rendements sont supérieurs de 50 % sans épandage d'engrais et de 200 % avec épandage d'engrais ; sa période de maturité est beaucoup plus courte ; et il présente une bonne résistance aux mauvaises herbes, à la sécheresse, aux parasites et aux maladies. L'inclusion du mil et du sorgho s'explique par leurs caractéristiques respectives, à savoir que leur culture nécessite moins d'eau, d'où leur résistance à la sécheresse, et ils peuvent accroître la sécurité alimentaire.

Sensibilité au changement de politique : une politique publique favorable à l'agriculture influera sur le rendement moyen d'un seul pays et, par extension, sur l'indicateur global.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : les données requises sont mises à disposition dans l'Annuaire statistique de la FAO et également accessibles en ligne via la base de données de la FAO consultable sur le Web. Les données utilisées pour calculer cet indice sont déjà d'une qualité fiable. Le Département de la statistique de la Banque a néanmoins identifié la FAO comme la principale institution spécialisée avec laquelle il devrait collaborer pour améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques agricoles des pays africains. La Banque engage par

ailleurs un nombre de mesures pour renforcer les capacités statistiques en Afrique. Les données ayant été révisées, il peut se révéler inopportun de les comparer aux chiffres indiqués antérieurement pour les différents pays et aux totaux.

9. Accès à une source d'eau améliorée (% de la population)

Définition : l'indice d'accès à une source d'eau améliorée est actuellement défini comme le pourcentage de la population qui peut obtenir au moins 20 litres d'eau par personne par jour provenant d'une source « améliorée » qui se trouve à moins d'un kilomètre du logement de l'utilisateur. Parmi les sources améliorées d'eau figurent les services d'alimentation fournis au moyen du raccordement des ménages au réseau d'aqueduc, de fontaines publiques, de puits de forage, de puits ou de sources protégés, et du captage des eaux de pluie. L'expression « source d'eau non améliorée » renvoie à l'eau provenant des vendeurs, des camions-citernes, des puits et des sources non protégés, et à l'eau embouteillée.

Source : l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) suivent les progrès accomplis sur le plan de la réalisation des objectifs mondiaux d'accès à l'eau et à l'assainissement dans le cadre du Programme conjoint de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Le Programme revoit, évalue et rassemble dans sa base de données les informations provenant d'enquêtes auprès des ménages et de recensements qui sont représentatifs à l'échelon national. Pour des détails sur les sources des données et la méthodologie, consulter le site web du Programme (www.wssinfo.org).

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : l'OMD 7 (« assurer un environnement durable ») contient la cible 10 qui vise à réduire de moitié, à l'horizon 2015, la proportion de la population n'ayant pas accès de façon durable à de l'eau potable et à des systèmes d'assainissement de base. L'eau insalubre et le manque de systèmes d'assainissement de base sont la cause directe de beaucoup de maladies d'origine hydrique dans les pays en développement. Cet indicateur suit l'accès à des sources d'eau améliorées, sur la base de l'hypothèse selon laquelle de telles sources sont susceptibles de fournir de l'eau plus salubre, ce qui peut considérablement atténuer le risque de maladies d'origine hydrique, cette situation ayant à son tour un impact positif sur l'état de santé des populations, l'amélioration de la productivité et l'accroissement des possibilités de scolarisation, en ce qui concerne en particulier les filles. À ce titre, l'accès à des sources d'eau améliorées fait de ces sources un bon indicateur indirect pour le développement humain.

Sensibilité au changement de politique : l'indicateur proposé est sensible aux changements du contexte des mesures gouvernementales et communautaires. L'indicateur rendra compte des progrès accomplis dans les pays FAD sur le plan de l'adoption de mesures ou de politiques qui conduisent à un élargissement de l'accès à l'eau potable. Les définitions et les chiffres sont également cohérents avec ceux adoptés par le système des Nations Unies pour suivre les OMD.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : depuis la fin des années 90, les données sont régulièrement recueillies aux niveaux national et infranational, dans plus de 100 pays, par le biais de recensements et d'enquêtes auprès des ménages effectués par le gouvernement national, souvent avec le concours d'organismes de développement international. Avant que ces données basées sur les populations ne soient disponibles, on se servait de données axées sur les fournisseurs. Tout porte nettement à croire que les données des enquêtes auprès des ménages sont plus fiables que les statistiques administratives. La qualité des données est fort douteuse ; en dépit des définitions de l'OMS, la question de savoir si l'eau est potable ou non est souvent tranchée de façon très subjective. Les données administratives sont souvent disponibles sur une base annuelle, mais les enquêtes auprès des ménages sont moins fréquentes. La compilation des données provenant d'enquêtes auprès des ménages en vue d'effectuer des estimations de la couverture nationale, régionale et mondiale a lieu tous les deux à trois ans.

10. Accès à une route praticable en toute saison (% de la population rurale)

Définition : l'indicateur d'accès à une route praticable en toute saison mesure la taille de la population rurale vivant à moins de 2 km (soit en général à une distance de 20 minutes à pied) d'une telle route par rapport à l'ensemble de la population rurale. Une « route praticable en toute saison » est une voie carrossable toute l'année à bord de moyens de transport rural courants

(souvent une camionnette ou un camion à deux roues motrices). Des interruptions prévisibles et de courte durée pendant les intempéries (pluies abondantes par exemple) sont acceptables, en particulier sur les routes à faible trafic.

Changement du point de référence : cet indicateur est estimé sur la base des données d'enquêtes auprès des ménages, et le fait que peu de pays réalisent ces enquêtes à des intervalles réguliers rend difficile la disponibilité des données. En raison de l'absence des données chronologiques chez bon nombre de pays FAD, il s'est révélé peu pratique de calculer les totaux pour cet indicateur.

Source : cet indicateur est une estimation de la Banque mondiale, qui s'appuie sur les données d'enquêtes auprès des ménages.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : l'isolement physique contribue considérablement à la pauvreté. Les populations ne bénéficiant pas d'un accès fiable aux services socioéconomiques sont plus pauvres que celles jouissant d'un tel accès. Les problèmes d'accès sont particulièrement graves dans les zones rurales qui sont éloignées des routes empruntées régulièrement par les services de transport motorisé. L'« accès à une route praticable en toute saison » n'est pas un indicateur des OMD, mais il contribue de façon essentielle à la réalisation de nombreux objectifs, en soutenant une croissance favorable aux pauvres et en améliorant l'intégration sociale. Il est ressorti des enquêtes que les populations pauvres estiment que l'isolement contribue grandement à leur état de pauvreté et à leur marginalisation. L'élargissement de l'accès des populations rurales aux routes est par conséquent jugé essentiel pour promouvoir le développement rural, améliorer l'accès aux services de développement humain, accroître les revenus et stimuler la croissance en vue de faire reculer la pauvreté.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur rend adéquatement compte des changements qui surviennent au niveau de la performance au fil du temps. Un élargissement relativement modeste de l'accès à une route carrossable toute l'année a des effets sensibles en termes d'amélioration des résultats globaux de l'indicateur. Une analyse des mesures préliminaires effectuée pour deux pays au moyen des données chronologiques (pendant la période 1997-2002) confirme la sensibilité de cet indicateur aux changements qui s'opèrent au fil du temps.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : il existe deux principales approches de la mesure de cet indicateur : a) le recours aux enquêtes auprès des ménages qui comprennent des informations sur l'accès aux transports, et b) la représentation cartographique des données pour déterminer combien de personnes vivent dans les zones précises que dessert le réseau routier. Les enquêtes auprès des ménages et des particuliers sont le moyen le plus efficace au plan du coût d'obtenir des renseignements sur l'accès aux services de transport en milieu rural. Les mises à jour de cet indicateur seront largement fonction de la fréquence des enquêtes auprès des ménages. En principe, ces enquêtes se déroulent généralement tous les trois ans. Les données n'étant pas disponibles dans bon nombre de pays FAD, il s'est révélé peu opportun de calculer les totaux pour cet indicateur.

11. Taux d'électrification des ménages (% de ménages)

Définition : l'indicateur d'accès à l'électricité (taux d'électrification) est défini comme le pourcentage de ménages ayant un branchement électrique. Cela est cohérent avec les divers libellés des questions utilisées dans les enquêtes démographiques et de santé, les études sur la mesure des niveaux de vie et d'autres enquêtes auprès des ménages telles que celles portant sur les questions du genre « Votre ménage a-t-il l'électricité ? » ou « Quelle est la principale source d'éclairage chez vous ? ».

Changement du point de référence : l'indicateur est estimé sur la base d'enquêtes nationales auprès des ménages, telles que les études sur la mesure des niveaux de vie appuyées par la Banque mondiale. Tous les pays FAD ne disposant pas de données chronologiques sur cet indicateur, il est impossible d'obtenir le total des différents pays.

Source : l'estimation de cet indicateur s'appuie sur les enquêtes nationales auprès des ménages, en particulier les études sur la mesure des niveaux de vie appuyées par le Groupe de recherches en économie du développement de la Banque mondiale, les enquêtes démographiques et

sanitaires, et les enquêtes menées au moyen du questionnaire des indicateurs de base du bien-être.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : les services énergétiques fournis par l'électricité, tels que l'éclairage, le chauffage, la cuisson et la traction, sont indispensables au développement socioéconomique, car ils procurent des avantages sociaux et appuient la génération de revenus et la création d'emplois. L'approvisionnement en électricité permet aux ménages pauvres d'entreprendre des activités rémunératrices, en fournissant de l'énergie électrique qui rallonge la journée de travail et en alimentant des appareils qui accroissent la production. Les adultes et les enfants peuvent lire et apprendre grâce à l'éclairage électrique. Ce dernier accroît la probabilité que les femmes lisent et que les enfants aillent à l'école, peu importe la fourchette de leur revenu. Les femmes vivant dans des foyers électrifiés sont davantage susceptibles d'avoir accès à des informations sur les questions de santé et de genre, à partir de la radio et de la télévision, que celles des ménages sans électricité.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur est des plus sensibles au changement de politique dans les pays possédant un bon cadre réglementaire d'électrification rurale qui prévoit le lancement de projets d'électrification par les entreprises privées, les ONG, les autorités locales et les communautés, et dans les pays dont les politiques réglementaires appuient un élargissement durable de l'accès à l'électricité dans les zones urbaines.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : les enquêtes auprès des ménages (enquêtes démographiques et sanitaires, études sur la mesure des niveaux de vie, enquêtes sur les revenus et les dépenses, entre autres) sont les instruments d'enquête privilégiés pour mesurer cet indicateur, car elles remédient aux insuffisances des données fournies par les compagnies nationales électricité. Les données des compagnies ne couvrent souvent pas les ménages qui, pour diverses raisons, n'ont pas de compteurs. Il est possible qu'un ménage ne possède pas de compteur pour la raison qu'il s'alimente chez un voisin ou parce que son loyer comprend un montant forfaitaire couvrant ses frais d'électricité. En outre, les compagnies d'électricité ayant différentes définitions de l'« électrification », il est difficile de comparer, d'un pays à l'autre, les données d'électrification qu'elles génèrent. Les enquêtes nationales auprès des ménages évitent en général les biais qui entachent les données des compagnies d'électricité, en posant des questions simples du genre « Votre ménage a-t-il l'électricité ? » ou « Quelle est la principale source d'éclairage chez vous ? ». Lorsque les ménages répondent « oui » à la première question ou « électricité » à la deuxième, le ménage est considéré comme ayant accès à l'électricité. Toutes les enquêtes démographiques et sanitaires, les études sur la mesure des niveaux de vie, et de nombreuses enquêtes sur les revenus et les dépenses comportent des questions sur lesquelles peut être basé le calcul de l'indicateur. Les données n'étant pas disponibles dans bon nombre de pays FAD, il s'est révélé peu opportun de calculer les totaux pour cet indicateur.

12. Nombre d'abonnés au téléphone fixe et mobile pour 1 000 personnes

Définition : cet indicateur est composé de deux mesures, à savoir le nombre de lignes téléphoniques fixes (pour 1 000 personnes) reliant l'équipement d'un client à un réseau téléphonique public commuté, et le nombre d'abonnés (pour 1 000 personnes) à un service de téléphonie mobile utilisant une technologie cellulaire qui permet d'accéder au réseau téléphonique public commuté (pour 1000 personnes). L'indicateur composite résulte de l'addition des deux mesures.

Source : les informations sur les lignes téléphoniques fixes et les abonnés à la téléphonie mobile sont fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT), laquelle effectue des enquêtes annuelles auprès des organismes de régulation du téléphone et des compagnies de téléphone dans ses pays membres. Pour des détails, consulter la base de données des indicateurs mondiaux des télécommunications/TIC de l'Union.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : l'importance croissante des télécommunications pour le développement économique et la réduction de la pauvreté est bien reconnue. Les télécommunications donnent aux agriculteurs, aux travailleurs et aux entrepreneurs la possibilité de réduire leurs coûts de transaction, d'accroître leur productivité et d'améliorer leur compétitivité à l'échelle transfrontalière. Les habitants des zones rurales reculées sont en général pauvres et socialement isolés. Ils ne disposent pas d'informations présentant un

intérêt pour leur situation particulière et éprouvent de la difficulté à interagir avec les membres de leur communauté ou d'autres collectivités. Les télécommunications peuvent aider les exclus à exprimer leurs préoccupations, à revendiquer leurs droits et à se prendre en main, et contribuer à améliorer les flux de l'information et les services de communication afin de rendre plus efficaces, plus transparents et plus responsables les pouvoirs publics et les organismes qui desservent les pauvres. Les technologies de l'information et des communications, telles que le téléphone et le courrier électronique, peuvent être fort utiles pour rapprocher les individus, abolir les distances géographiques et fournir des informations pertinentes aux pauvres et au sujet de ceux-ci. L'importance des technologies de l'information et des communications est prise en considération dans les OMD. En particulier, l'OMD 8 vise la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, dans lequel l'accès aux nouvelles technologies est mis en exergue (cible 8.F). Trois indicateurs clés sont utilisés pour suivre cet objectif : a) le nombre de lignes téléphoniques pour 100 personnes ; b) le nombre d'abonnés à la téléphonie cellulaire pour 100 personnes ; et c) le nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 personnes. Outre les indicateurs de l'OMD 8, les télécommunications/TIC peuvent contribuer à améliorer l'efficacité de la réalisation des progrès en direction des OMD dans d'autres secteurs et à accélérer l'atteinte des objectifs de développement.

Sensibilité au changement : les deux composantes de cet indicateur (lignes téléphoniques fixes et abonnés aux services de téléphonie mobile) se rapportent à la situation macroéconomique du pays ainsi qu'aux décisions et mesures gouvernementales qui sont prises avec différents degrés de célérité dans le cadre de la déréglementation des marchés. La télédensité stagne lorsqu'il existe des entraves à la fourniture des services demandés, et elle s'accroît quand le secteur des télécommunications a fait l'objet d'une réforme réussie, en particulier dans le domaine de la téléphonie mobile. Ces facteurs rendent l'indicateur sensible au changement de politique et très utile pour mesurer les progrès accomplis dans la mise au point des technologies de communication modernes.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : cet indicateur mesure l'accès au téléphone, évalué en comptant le nombre de lignes téléphoniques tangibles et d'abonnés ; il ne mesure pas la qualité du service ni le volume du trafic ou l'utilisation effective. Les informations sur les abonnés aux services téléphoniques fixes et mobiles sont fournies par l'UIT, laquelle effectue des enquêtes annuelles auprès des organismes de régulation du téléphone et des compagnies téléphoniques dans ses pays membres. L'UIT nettoie et publie les données provenant de ses enquêtes chaque année.

13. Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 1000 personnes

Définition : Internet est un réseau mondial interconnecté d'ordinateurs dans lequel l'utilisateur d'un ordinateur peut, s'il en a la permission, obtenir des informations d'autres ordinateurs du réseau. L'indicateur est calculé en divisant le nombre total d'utilisateurs d'Internet par la population et en multipliant le quotient obtenu par 1000.

Source : les statistiques relatives aux utilisateurs d'Internet sont basées principalement sur les réponses à un questionnaire annuel que l'UIT envoie aux organismes gouvernementaux des télécommunications. Dans le cas des pays où les données d'enquêtes sur les utilisateurs d'Internet ne sont pas disponibles, l'Union recourt aux multiplicateurs moyens pour estimer le nombre d'utilisateurs par abonnement.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : les indicateurs 47 et 48 des OMD sont d'importants outils de suivi des progrès en matière de réalisation de l'OMD 8, car des communications efficaces entre les acteurs du processus de développement sont impossibles sans les infrastructures nécessaires. Grâce aux ordinateurs individuels et aux lignes téléphoniques, ces acteurs peuvent échanger leurs expériences et apprendre les uns des autres, ce qui favorise une meilleure rentabilité de l'investissement et permet d'éviter les problèmes de chevauchement ou de manque d'informations. L'utilisation des technologies d'information et des communications peut rendre les gouvernements plus transparents et, partant, réduire la corruption et conduire à une meilleure gouvernance. Elle peut aussi aider les habitants des zones rurales à se renseigner sur les prix du marché et à vendre leurs produits à un meilleur prix. Elle permet par ailleurs de surmonter les obstacles traditionnels à une meilleure éducation en rendant les ouvrages scolaires disponibles en ligne et en ouvrant les portes à l'apprentissage électronique.

Sensibilité au changement : la qualité des données sur les utilisateurs d'Internet varie, et celle des données provenant des petits pays en développement est douteuse. Ces données peuvent également induire en erreur, en raison de l'existence de multiples comptes Internet prépayés, de comptes Internet à accès libre ou de services d'accès public à Internet tels que les cybercafés.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : les informations sur l'utilisation d'Internet sont fournies par l'UIT, qui effectue des enquêtes annuelles des organismes publics de régulation du téléphone.

14. Taux de mortalité des moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)

Définition : le taux de mortalité des moins de cinq ans est la probabilité qu'un nouveau-né meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans, aux taux courants de mortalité pour son âge. Cette probabilité est exprimée en taux pour 1 000 naissances vivantes.

Changement du point de référence : le nouveau taux de 2006, qui s'établit désormais à 160 (contre le taux de 165 indiqué dans le premier rapport) pour 1 000 naissances vivantes, s'explique par les révisions apportées aux chiffres se rapportant à la population et à la série de données démographiques fournies par la Division de la population des Nations Unies — laquelle est la source faisant autorité pour ces informations.

Source : la Division de la population des Nations Unies effectue des estimations de cet indicateur tous les deux ans, dans le cadre de la révision des *Perspectives démographiques mondiales*, en se servant des statistiques d'état civil ainsi que des estimations faites à partir d'historiques des naissances recueillies lors d'enquêtes auprès des ménages et de recensements.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : cet indicateur se rapporte directement à l'ODM 4 (« réduire la mortalité infantile ») et mesure la survie des enfants. La survie d'un enfant est étroitement liée à la fourniture de services de soins de santé primaires ; mais la pauvreté, la malnutrition, la baisse de l'allaitement maternel, le faible niveau de scolarisation des mères, l'inexistence de sources d'eau améliorées ainsi que le caractère inadéquat des installations sanitaires et des établissements de santé sont tous associés à un fort taux de mortalité infantile.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur rend compte non seulement de la situation en matière de soins de santé, mais aussi des conditions sociales, économiques et environnementales dans lesquelles vivent les enfants. Il est sensible, surtout à moyen terme, aux changements de politiques et de programmes qui réduisent la morbidité infantile, améliorent l'alimentation et renforcent les systèmes de santé.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : les données sur l'incidence et la prévalence des maladies (données de morbidité) étant généralement non disponibles, les taux de mortalité sont souvent utilisés comme une mesure de l'état de santé. Les taux de mortalité sont parmi les indicateurs les plus fréquemment utilisés pour comparer les niveaux de développement socioéconomique d'un pays à l'autre, et les données sur la mortalité infantile sont plus complètes et davantage disponibles en temps voulu que les données de mortalité des adultes. Les données ayant été révisées, il peut s'avérer peu opportun de les comparer à celles indiquées antérieurement pour les différents pays et aux totaux.

15. Ratio filles-garçons dans l'enseignement primaire et secondaire

Définition : cet indicateur est défini comme le ratio du taux brut de scolarisation primaire et secondaire des filles à celui des garçons dans les écoles tant publiques que privées.

Changement du point de référence : le nouveau du taux de 2004, qui s'établit désormais à 83 % (le taux de 85 % indiqué dans le premier rapport), s'explique par les révisions apportées à la série de données fournies par l'UNESCO et par l'existence d'une nouvelle série de données sur la population provenant de la Division de la population des Nations Unies et utilisées comme facteurs de pondération.

Source : les données proviennent de l'Institut de la statistique de l'UNESCO.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : les femmes ont un énorme impact sur le bien-être de leur famille et de leur société, mais leur potentiel n'est parfois pas réalisé, en raison de la discrimination caractérisant les normes sociales, les mesures incitatives et les institutions juridiques. En dépit de l'amélioration de la situation des femmes au cours des récentes décennies, les inégalités basées sur le genre persistent. L'éducation est l'un des plus importants aspects du développement humain et l'élimination des disparités entre les hommes et les femmes à tous les niveaux du système éducatif contribuerait à l'amélioration de la situation et au renforcement des capacités de la femme. L'ODM 3 vise à promouvoir la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, et cet indicateur offre une mesure de l'égalité des chances dans le domaine éducatif.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur est une mesure imparfaite de l'accessibilité relative de l'éducation pour les filles, pour les raisons ci-après : il ne permet pas de déterminer si de légères améliorations des ratios traduisent un accroissement (souhaitable) du taux de fréquentation scolaire chez les filles ou une baisse (non souhaitable) du taux de fréquentation chez les garçons ; en outre, il ne montre pas si les élèves inscrits achèvent les cycles scolaires pertinents. L'indicateur est toutefois sensible aux mesures qui conduisent à un élargissement durable de l'accès des filles à la scolarisation et, partant, à la parité hommes-femmes et à l'autonomisation des femmes.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : l'unité de mesure est le ratio de scolarisation des filles en pourcentage de celui des garçons. La méthode habituelle de calcul consiste à compter le nombre de filles et de garçons inscrits, peu importe leur âge. Ce nombre est ensuite exprimé en pourcentage de la population féminine/masculine d'âge scolaire. L'enseignement privé tend à être sous-estimé. La couverture internationale s'est améliorée au cours des dernières années, mais les données y afférentes sont publiées avec un retard de deux ans. Les chiffres d'inscription proviennent en général des statistiques scolaires telles que communiquées aux ministères de l'Éducation et/ou aux organismes nationaux de statistique. Les données officielles sont recueillies par l'UNESCO auprès d'environ les deux tiers des pays du monde, au moyen d'une enquête annuelle basée sur un questionnaire. La collecte des données s'appuie sur la catégorisation de la Classification internationale type de l'éducation, qui permet d'établir des comparaisons internationales entre les pays et dans le temps.

16. Taux d'achèvement du primaire

Définition : le taux d'achèvement du primaire est le nombre d'élèves qui terminent avec succès la dernière année (ou qui obtiennent leur diplôme) de l'enseignement primaire pendant une année donnée, divisé par le nombre d'enfants d'âge officiel de finition au sein de la population. En raison des difficultés liées à l'élaboration de données basées sur cette définition, l'analyse des données repose généralement sur l'indicateur indirect du taux d'achèvement du primaire, soit le nombre d'enfants atteignant la dernière année du cycle primaire (tel que défini par le pays), net des redoublants.

Changement du point de référence : la discordance entre le chiffre de 57 utilisé en 2004 et celui de 58 utilisé dans le rapport FAD de 2007 sur le Cadre de mesure des résultats s'explique par les révisions apportées à la série de données fournies par l'UNESCO et l'existence d'une nouvelle série de données sur la population provenant de la Division de la population des Nations Unies et utilisées comme facteurs de pondération.

Source : les données sur le taux d'achèvement du primaire sont compilées par l'Institut de la statistique de l'UNESCO et par la Banque mondiale.

Pertinence pour la réduction de la pauvreté et les OMD : l'éducation offre des choix et des possibilités aux populations, contribue à faire reculer la pauvreté et à réduire les préjugés basés sur le genre, réduit les taux de natalité et permet de mieux comprendre les maladies. En ce qui concerne les pays, elle crée une main-d'œuvre plus dynamique et des citoyens bien informés qui sont en mesure de soutenir la concurrence et de coopérer à l'échelle internationale — ce qui ouvre la voie à la prospérité économique et sociale. L'ODM 2 vise à assurer l'enseignement primaire pour tous (mesuré par le taux d'achèvement du primaire). Les informations fournies sur l'achèvement effectif mettent en évidence l'un des problèmes les plus cruciaux du secteur éducatif.

Sensibilité au changement de politique : divers facteurs peuvent conduire à la mauvaise performance de l'indicateur du taux d'achèvement du primaire, notamment la piètre qualité de l'éducation, le découragement devant les mauvais résultats, les coûts directs et indirects de la scolarisation, et les exigences des travaux agricoles pour lesquels les enfants doivent s'absenter de l'école pendant de longues périodes. Le passage en classe supérieure peut en outre être limité par le manque d'enseignants, de salles de classe et de matériel didactique. Cet indicateur est toutefois la mesure la plus directe des progrès accomplis à l'échelon national en matière d'enseignement primaire pour tous et il rend compte des résultats finaux du système de l'enseignement primaire. Il faut cependant du temps pour que ces facteurs changent. De ce fait, l'amélioration (ou la détérioration) consécutive au changement de politique ne se manifeste que lentement.

Possibilité de quantification et établissement de rapports : des efforts sont certes déployés pour assurer un suivi annuel de l'indicateur indirect du taux d'achèvement du primaire, mais les systèmes de collecte et de standardisation des données provenant de tous les pays FAD ne sont pas encore en place ; en conséquence, la base de données actuelle comporte de nombreuses lacunes, en ce qui concerne particulièrement les petits pays et les premières années, et elle contient des anomalies et des estimations. Les efforts visant à recueillir des données plus à jour auprès des pays mettent en évidence plusieurs cas d'incohérence qui rendent difficile l'interprétation des données. La collecte d'informations pour établir un taux effectif d'achèvement du primaire reposant sur le nombre d'élèves ayant terminé avec succès le cycle primaire exige une discussion ciblée sur l'indicateur et la conclusion d'un accord sur les bases d'une définition de l'achèvement de la scolarité qui tient compte de la qualité.

Annexe II: Nouveaux indicateurs éventuels pour l'assainissement, les États fragiles, la parité hommes-femmes et le changement climatique

Les plénipotentiaires du FAD ont demandé l'établissement de rapports sur des indicateurs de résultats supplémentaires comme moyen de mieux refléter les nouvelles priorités du FAD, à savoir les **États fragiles, le changement climatique, la parité hommes-femmes et l'assainissement**. Il importe d'élaborer et de suivre des indicateurs qui sont pertinents, quantifiables et sensibles aux mesures prises par les gouvernements des PMR. En outre, ces indicateurs doivent être disponibles pour la plupart des pays FAD. Dans ce contexte, un processus global et participatif a été entamé afin de définir des indicateurs mesurables pour chacun de ces quatre domaines prioritaires. Les indicateurs potentiels ont été analysés pour en évaluer la pertinence et l'applicabilité dans les PMR. Cette analyse s'appuie sur une revue de divers documents et sur des discussions avec des organismes bilatéraux et multilatéraux.

1. États fragiles

Un État est dit fragile lorsque ses instances n'ont pas la volonté politique et/ou la capacité d'assumer les fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté, promouvoir le développement et assurer la sécurité et les droits de l'homme de sa population². Une définition plus large consiste à considérer un État fragile comme celui qui est incapable de répondre aux attentes de sa population et de gérer, par des processus politiques, l'évolution de ces attentes et des capacités disponibles³. La Banque définit les États fragiles comme étant ceux dont les notes d'évaluation des politiques et des institutions (EPIP) sont inférieures à 3,0 et qui ont un indice de vulnérabilité de moins de 0,35⁴.

Les États fragiles se caractérisant en général par de faibles institutions politiques et économiques, il est plus difficile d'y suivre les progrès. De fait, dans ces pays, les deux aspects qu'il convient de suivre sont les capacités politiques et économiques de l'État. Les indicateurs envisagés au départ pour suivre les États fragiles étaient les mêmes que ceux servant à déterminer si les pays FAD remplissent les conditions requises pour bénéficier des concours de la Facilité en faveur des États fragiles, à savoir : i) l'EPIP, ii) l'indice du développement humain (IDH) ; et iii) la croissance annuelle du PIB par habitant. Les deux derniers indicateurs ne sont pas recommandés, car ils ne mesurent qu'une seule dimension de la fragilité.

Les deux principales dimensions d'un État fragile (capacités politiques et économiques) sont mieux prises en compte par l'**évaluation des politiques et des institutions d'un pays (EPIP)**, ce qui explique pourquoi celle-ci est l'indicateur recommandé pour suivre la fragilité d'un pays. Cet indicateur est calculé sur une base annuelle par la Banque pour chaque PMR⁵. Enfin, cet indicateur peut être amélioré par des mesures gouvernementales : par exemple, la mise en œuvre d'une saine gestion macroéconomique et de la dette améliore les notes du pays en matière de gestion macroéconomique et de la dette. Les paragraphes ci-après examinent en détail chacun des indicateurs envisagés pour les États fragiles.

1.1 EPIP

Définition : l'EPIP est un indice composé de 16 indicateurs regroupés en quatre catégories et conçus pour évaluer la qualité⁶ du cadre réglementaire et institutionnel actuel d'un pays, du point de vue de la mesure dans laquelle un tel cadre permet de veiller à une utilisation efficace des rares ressources de développement, dans le contexte de la recherche d'un développement durable et favorable à la réduction de la pauvreté dans les PMR.

Source des données: BAD

Sensibilité au changement de politique : l'EPIP est sensible aux politiques publiques puisqu'elle évalue les réformes mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : cet indicateur est calculé pour chaque pays africain par les économistes-pays de la Banque, dans le cadre d'un

² CAD/OCDE (2007), « Principes pour l'engagement international dans les États fragiles », OCDE, Paris.

³ CAD/OCDE (2008), « Concepts et dilemmes pour le renforcement de l'État dans les situations de fragilité », OCDE Paris.

⁴ Suivant cette définition, 25 pays ont été classés comme fragiles en Afrique en [ANNÉE].

⁵ Il est également calculé par d'autres organismes internationaux tels que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

⁶ Le terme « qualité » renvoie au degré auquel ce cadre permet de promouvoir la réduction de la pauvreté, une croissance durable et une utilisation efficace de l'aide au développement.

processus auquel participe le gouvernement. Les données font ensuite mises à disposition.

Pertinence : il convient de noter que l'EPIP évalue la qualité du cadre économique, réglementaire et institutionnel actuel d'un pays. Si la note EPIP augmente, il est probable que le pays perde son statut d'État fragile. Cet indicateur est donc recommandé pour suivre la fragilité d'un pays.

1.2 Indice du développement humain (IDH)

Définition : l'IDH est un indice composite qui mesure les réalisations moyennes accomplies par un pays au niveau de trois dimensions de base du développement humain : i) une vie longue et en bonne santé ; ii) la connaissance ; et iii) des conditions de vie décentes.

Sources des données : **Rapport** sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Sensibilité au changement de politique : les mesures gouvernementales influenceront sur cet indicateur, mais seulement sur le moyen terme.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : l'indice est mis au point à partir d'indicateurs disponibles à l'échelle mondiale, en utilisant une méthodologie simple et transparente. La simple règle d'interprétation des diverses mesures de l'IDH est que l'accroissement de ce dernier est proportionnel à l'amélioration de la situation du pays.

Pertinence : le concept de développement humain est certes trop large pour qu'un seul indice composé puisse le mesurer, mais l'IDH offre une séduisante solution de rechange à l'utilisation du PIB par habitant comme indicateur synthétique du bien-être de la population. L'IDH est un important outil de suivi des tendances à long terme du développement humain. L'IDH est suivi de façon constante et les tendances de sa performance sont recalculées au moyen de données améliorées, en vue de présenter le meilleur tableau du développement humain au fil du temps. La disponibilité des données représente une contrainte pour cet indicateur. L'IDH pour une année donnée utilise des données de trois à quatre années précédentes. C'est une des raisons pour lesquelles cet indicateur n'est pas recommandé.

1.3 Taux moyen de croissance annuelle du PIB par habitant

Définition : le PIB par habitant est le produit intérieur brut divisé par la population en milieu d'année. Le PIB aux prix d'acquisition est égal à la somme des valeurs brutes ajoutées à l'économie par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits et minorée des subventions non incluses dans l'évaluation des produits. Son calcul ne tient compte ni de l'amortissement des actifs fabriqués ni de l'épuisement ou de la dégradation des ressources naturelles.

Sources des données : BAD

Possibilité de quantification et disponibilité des données : les données sont disponibles pour tous les pays FAD sur une base annuelle.

Sensibilité au changement de politique : De bons programmes économiques mis en œuvre par le gouvernement et une croissance économique durable influenceront sur cet indicateur.

Pertinence : **puisque** cet indicateur ne rend compte que de l'aspect économique de la fragilité d'un pays, il n'est pas recommandé.

2. Changement climatique

Pour suivre le changement climatique au niveau national, une série d'indicateurs ont été envisagés, dont les suivants : i) taux de variation de la superficie forestière ; ii) variation en pourcentage des émissions de dioxyde de carbone par habitant ; et iii) variation en pourcentage de la densité des stations météorologiques. Les deux premiers indicateurs n'ont pas été jugés les mieux appropriés pour servir à des fins de suivi, en raison notamment de l'absence des données relatives aux pays FAD et de liens solides avec les conséquences du changement climatique.

Afin de mieux rendre compte de la vulnérabilité des PMR aux effets du changement climatique, **la variation annuelle de la superficie forestière** est proposée comme un indicateur approprié d'évolution du climat pour les PMR. Dans ce contexte, la superficie forestière est la surface

recouverte par des peuplements sylvicoles naturels ou plantés, qu'ils soient productifs ou non. La quantification de la variation de la superficie forestière mettrait en évidence la disparition progressive des forêts, lesquelles servent de « puits de CO₂ » et constituent de ce fait des composantes essentielles du système terrestre qui atténuent les effets du changement climatique et ont des impacts à long terme. Les forêts ont une valeur et une fonction économiques intrinsèques en tant que sites de conservation de la biodiversité. Le déboisement se traduit en outre par la dégradation d'importantes ressources naturelles, telles que l'eau douce potable. Dans ce contexte, l'accroissement du pourcentage de variation de l'indicateur annuel de déforestation tendrait à indiquer que les effets du changement climatique s'aggravent et que les PMR sont progressivement trop vulnérables aux incidences de l'évolution du climat pour les atténuer. En revanche, la baisse du pourcentage de variation de l'indicateur de la superficie forestière illustrerait les réponses positives des PMR en matière d'atténuation des effets du changement climatique. Enfin, cet indicateur est sensible aux réformes gouvernementales. À titre d'exemple, une loi interdisant le déboisement et/ou imposant la plantation de nouveaux arbres a un impact positif sur cet indicateur. Les données de cet indicateur ne sont toutefois disponibles que tous les cinq ans ; de ce fait, l'indicateur n'est que modérément recommandé.

2.1 Variation annuelle de la superficie forestière

Définition. La superficie forestière est la surface recouverte par des peuplements sylvicoles naturels ou plantés, qu'ils soient productifs ou non.

Sources : les données pour cet indicateur sont fournies par la FAO ; elles sont disponibles uniquement pour la période 1990–2005 (site web des Indicateurs environnementaux de la Banque mondiale).

Possibilité de quantification et disponibilité des données : les données sont disponibles pour la plupart des pays FAD, mais tous les cinq ans seulement.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur réagira aux changements de politique opérés par le gouvernement.

Pertinence : la quantification de la variation de la superficie forestière mettrait en évidence la contribution des PMR à la destruction des forêts du monde, lesquelles servent de puits de CO₂ et constituent de ce fait des composantes essentielles du système terrestre qui atténuent les effets du changement climatique. Des chiffres positifs indiquent une augmentation des superficies forestières, ce qui représenterait une contribution positive des pays concernés à la réduction de la concentration mondiale de CO₂ atmosphérique, principale cause du réchauffement planétaire et du changement climatique. Puisque les données ne sont disponibles que tous les cinq ans, cet indicateur n'est que modérément recommandé.

2.2 Émissions de dioxyde de carbone par habitant (tonnes métriques par habitant)

Définition : il s'agit du tonnage des émissions provenant de la consommation de combustibles fossiles et de la fabrication de ciment, divisé par la population. Ces émissions sont notamment celles du dioxyde de carbone produit lors de la consommation de combustibles solides, liquides et gazeux, ainsi que du torchage du gaz.

Sources : Centre d'analyse de l'information sur le dioxyde de carbone.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : les données sont disponibles sur une base annuelle pour la plupart des pays FAD, mais elles reposent sur des estimations effectuées par le Centre d'analyse de l'information sur le dioxyde de carbone du ministère de l'Énergie des États-Unis.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur est probablement moins sensible aux politiques publiques.

Pertinence : la quantification de la variation des émissions de dioxyde de carbone par habitant met en évidence le niveau de pression qu'exercent les activités économiques du pays sur le climat mondial par le biais des émissions de CO₂. Un taux de croissance positif ou négatif de cet indicateur révélerait respectivement un accroissement ou une baisse de la contribution des PMR à la concentration mondiale de CO₂ atmosphérique et au changement climatique (il a été démontré que la réduction des émissions de CO₂ contribue à l'atténuation du changement climatique). Les pays africains produisent collectivement à

peine 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et leur contribution aux émissions antérieures est encore moins importante. En conséquence, cet indicateur ne semble pas être le plus approprié pour suivre la réponse de l'Afrique au changement climatique ; il n'est donc pas recommandé.

2.3 Densité des stations météorologiques au km²

Définition : cet indicateur renvoie au nombre de stations météorologiques pouvant fournir des données météorologiques fiables dans un PMR.

Source : Organisation météorologique mondiale.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : ces données ne sont encore ni calculées ni publiées.

Sensibilité au changement de politique : cet indicateur sera sensible aux politiques publiques.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : la quantification de la densité des stations météorologiques montrerait les capacités d'un PMR en matière de gestion des informations sur le changement climatique. Il s'agit d'un domaine crucial pour l'adaptation aux effets du changement climatique en Afrique. Des chiffres positifs ou négatifs indiqueraient respectivement un accroissement ou une diminution des capacités et des ressources dont dispose le pays pour suivre les tendances météorologiques, prévoir les effets, évaluer le risque, fournir des informations de qualité, cibler les investissements publics et élaborer des politiques destinées à réduire la vulnérabilité aux incidences de l'évolution du climat. La densité des stations météorologiques n'est pas recommandée comme indicateur, en raison de l'insuffisance des données.

3. Parité hommes-femmes

Pour mesurer les progrès accomplis en matière de parité hommes-femmes, sept indicateurs⁷ nationaux ont été examinés, à savoir : i) l'indicateur sexospécifique de l'emploi par rapport à la population ; ii) l'indicateur sexospécifique de la situation dans la profession (ESGI) ; iii) l'indice sexospécifique de développement (ISD) ; iv) l'indicateur de la participation des femmes (IPF) ; v) la proportion des sièges occupés par les femmes au parlement ; vi) le ratio des femmes alphabétisées aux hommes, de 15 à 24 ans ; vii) la proportion des femmes occupant des emplois rémunérés dans le secteur non agricole ; et viii) l'index « Institutions sociales et égalité homme-femme (ISE).

Suite à l'évaluation de ces indicateurs, l'indicateur sexospécifique de l'emploi par rapport à la population (EPGI) est recommandé comme indicateur de parité hommes-femmes. Cet indicateur est un dérivé du ratio emploi/population du Bureau international du travail (BIT). Il démontre l'accès des femmes à l'emploi par rapport à l'accès des hommes à l'emploi.

3.1 L'indicateur sexospécifique de l'emploi par rapport à la population (EPGI)

Définition : il s'agit du ratio des emplois occupés par des femmes par rapport à la population féminine divisé par le ratio des emplois occupés par des hommes par rapport à la population masculine. D'après le BIT, le ratio emploi/population se définit comme la proportion de la population d'un pays en âge de travailler qui occupe un emploi. Lorsque ce ratio est élevé, cela signifie qu'une forte proportion de la population a un emploi ; lorsqu'il est faible, cela signifie qu'une grande partie de la population n'intervient pas directement dans des activités liées au marché, parce que, soit, elle n'a pas d'emploi ou (plus probablement) qu'elle ne fait pas partie de la population active.

Source : les données utilisées pour calculer cet indicateur sont obtenues du BIT et de la Banque mondiale.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : un EPGI égal à 1 signifierait que la part des emplois occupés par les hommes rapportés à la population masculine en âge de travailler est égale à celle des emplois occupés par les femmes rapportés à la population féminine en âge de travailler. Un EPGI inférieur à 1 signifierait que les hommes

⁷ Il s'agit des indicateurs les plus pertinents au niveau national par rapport aux priorités stratégiques de l'UGPOA (Plan d'action actualisé pour la parité hommes-femmes).

ont une plus grande part d'emplois parmi la population en âge de travailler, tandis qu'un EPGL supérieur à 1 signifierait que ce sont les femmes qui ont la plus grande part. Des données suffisantes sur le ratio emploi/population pour les pays FAD sont disponibles, et, de ce fait, l'EPGL peut être calculé pour la majorité des pays FAD au fil du temps.

Sensibilité : l'EPGL devrait être sensible aux politiques publiques, dans la mesure où il comptabilise les individus employés dans tous les secteurs de l'économie. Par exemple, une politique du gouvernement visant à créer autant d'emplois pour les femmes que pour les hommes aurait un impact rapide sur cet indicateur.

Pertinence : l'EPGL rend compte du ratio de femmes occupant un emploi comparé au ratio d'hommes occupant un emploi, par rapport à leur population respective en âge de travailler. Théoriquement, le fait d'avoir un emploi devrait être synonyme d'un niveau de revenu plus élevé et d'un meilleur accès aux services sociaux. Cet indicateur montre l'écart existant entre les hommes et les femmes en termes d'accès à l'emploi. **Il est recommandé comme indicateur de parité hommes-femmes pour le Cadre de mesure des résultats du FAD.**

3.2 Indicateur sexospécifique de la situation dans la profession (ESGI)

Définition : l'ESGI est le ratio des travailleurs rémunérés rapporté aux emplois vulnérables (pour les deux sexes). Cet indicateur est calculé à l'aide d'éléments tirés de la « Situation dans la profession » du BIT.

Source : les données de base utilisées pour calculer cet indicateur proviennent du BIT et de la Banque mondiale.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : d'après le BIT, la situation dans la profession est un indicateur qui établit une distinction entre trois catégories de population occupant un emploi, à savoir : i) les travailleurs rémunérés (employés ; ii) les travailleurs indépendants ; et iii) les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale (travailleurs familiaux non rémunérés). La catégorie des travailleurs rémunérés comprend les personnes qui occupent des « emplois rémunérés », pour lesquels elles ont des contrats explicites ou implicites qui leur donnent droit à une rémunération qui n'est pas dépendante du revenu de l'unité pour laquelle elles travaillent. Par ailleurs, les travailleurs indépendants et les travailleurs collaborant à l'entreprise familiale constituent ensemble le groupe des travailleurs en situation d'emploi vulnérable. Si l'ESGI est un indicateur séduisant, il n'en présente pas moins de sérieuses lacunes en matière de données, surtout pour les pays FAD. La Banque collecte des données sur la population économiquement active, mais pas sur les travailleurs en situation d'emploi vulnérable ni sur la situation dans la profession. La population économiquement active n'est toutefois pas une variable convenable car elle regroupe à la fois des personnes ayant un emploi et des personnes n'en ayant pas, ce qui rend impossible la comparaison par sexe des personnes employées. En combinant les données provenant de la Banque mondiale et du BIT, nous avons pu obtenir des données pertinentes pour calculer l'ESGI pour trois pays FAD seulement entre 2005 et 2006.

Sensibilité : l'ESGI comptabilise toutes les personnes rémunérées, indépendamment de leur secteur d'emploi ; dans ces conditions, il devrait être sensible aux politiques publiques. Tout comme dans le cas de l'EPGL, les politiques publiques pourraient avoir un impact rapide sur l'indicateur.

Pertinence : l'ESGI reflète l'emploi dans le secteur formel et postule un revenu plus élevé et un meilleur accès aux services sociaux pour les catégories formelles d'emploi que pour les formes vulnérables d'emploi (par exemple, l'agriculture de subsistance, le commerce informel). Certaines données utilisées pour le calcul de cet indicateur ne sont pas disponibles ou sont des estimations. Cet indicateur n'est donc pas recommandé.

3.3 Indice sexospécifique du développement (ISD)

Définition : l'ISD est un indice composite qui mesure les réalisations moyennes ajustées aux inégalités entre les sexes, et ce au niveau de trois dimensions de base prises en compte dans l'indice du développement humain (IDH) : une vie longue et en bonne santé, la connaissance et des conditions de vie décentes.

Source : Rapport sur le développement humain du PNUD (mise à jour annuelle).

Possibilité de quantification et disponibilité des données : trois indicateurs désagrégés

par sexe sont utilisés pour calculer l'ISD : i) l'espérance de vie à la naissance (années) ; ii) le taux d'alphabétisation des adultes (% de la population âgée de 15 ans et plus), combiné avec le ratio brut de scolarisation au primaire, au secondaire et au supérieur ; iii) et le revenu gagné estimé (PPA USD). Pour la majorité des pays FAD, les données sur le revenu gagné sont basées sur des estimations⁸, et, dans ces conditions, l'ISD n'est pas l'indicateur le plus approprié de la parité hommes-femmes pour les pays FAD.

Sensibilité : l'ISD devrait être sensible aux politiques publiques en matière de santé et d'éducation.

Pertinence : l'ISD rend compte de la situation des femmes en matière de bien-être dans le pays ainsi que des inégalités entre hommes et femmes. L'indice du développement humain (IDH), en revanche, met en évidence la situation générale en matière de bien-être de l'ensemble de la population. La comparaison entre l'ISD et l'IDH révèle des disparités entre les hommes et les femmes dans les dimensions pertinentes du développement humain.

3.4 Indicateur de la participation des femmes (IPF)

Définition : l'IPF est un indice composite qui mesure l'égalité/les inégalités entre les hommes et les femmes au niveau de trois dimensions de base de l'autonomisation : i) participation économique et prise de décision sur les questions économiques ; ii) participation politique ; et iii) prise de décision et pouvoir sur les ressources économiques.

Source : Rapport sur le développement humain du PNUD (mise à jour annuelle).

Sensibilité : Les politiques publiques devraient influencer l'IPF. Cependant, le pouvoir sur les ressources économiques et la prise de décision peuvent dépendre de la population dans son ensemble, dans un pays démocratique donné. La sensibilité de cet indicateur aux mesures gouvernementales est donc limitée.

Pertinence, possibilité de quantification et disponibilité des données : quatre indicateurs sont utilisés dans le calcul de l'IPF : le nombre de sièges détenus par les femmes au parlement (% du total), le nombre de femmes députées, hauts fonctionnaires et cadres responsables (% du total), le nombre de techniciennes et de femmes spécialistes (% du total), le ratio du revenu estimé des femmes à celui des hommes. Les données relatives à cet indicateur ne sont pas disponibles pour la majorité des pays FAD (l'édition 2007-2008 du Rapport sur le développement contient des données uniquement sur l'Éthiopie et la Tanzanie). Cet indicateur n'est donc pas recommandé.

3.5 Proportion des sièges occupés par des femmes au parlement (%)

Définition : cet indicateur renvoie à la part des sièges occupés par des femmes dans une chambre basse, une assemblée unicamérale, une chambre haute ou un sénat, le cas échéant.

Source : Rapport sur le développement humain du PNUD.

Sensibilité : le nombre de siège occupés par des femmes au parlement peut être influencé par les pouvoirs publics. Cependant, le choix final de la personne appelée à occuper un siège au parlement dépendant des électeurs dans un pays démocratique donné. Les pouvoirs publics ont donc une influence limitée sur cet indicateur.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : la proportion des sièges occupés par des femmes au parlement national est égale au nombre total de sièges occupés par des femmes au parlement divisé par le nombre total des sièges du parlement. Les données relatives à cet indicateur sont disponibles pour la majorité des pays FAD.

Pertinence : la représentation des femmes au parlement est un aspect des possibilités de participation des femmes à la vie politique et publique ; elle est par conséquent liée à

⁸ Cf. Rapport sur le développement humain 2007-2008 : « Les revenus des femmes et des hommes sont grossièrement estimés à l'aide des données relatives au ratio des salaires non agricoles des femmes aux salaires non agricoles des hommes, des parts des femmes et des hommes dans la population économiquement active, de la population totale des femmes et des hommes, et du PIB par habitant en PPA USD. En ce qui concerne la majorité des pays FAD, aucune donnée relative aux salaires n'est disponible et aux fins du calcul des estimations du revenu des femmes et des hommes, une valeur de 0,75 a été utilisée pour le ratio des salaires non agricoles des femmes aux salaires non agricoles des hommes ».

l'autonomisation des femmes. Cependant, le nombre de femmes au parlement ne rend pas compte de l'autonomisation économique des femmes ni des possibilités dont elles jouissent. Cet indicateur peut ne pas être pertinent pour mesurer la plupart des aspects relatifs à la parité hommes-femmes. Il n'est donc pas recommandé.

3.6 Ratio des femmes alphabétisées par rapport aux hommes, de 15 à 24 ans

Définition : il s'agit du ratio du taux d'alphabétisation des femmes à celui des hommes pour le groupe d'âges de 15 à 24 ans. Cet indicateur mesure les progrès accomplis en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'alphabétisation et des possibilités de scolarisation qui s'offrent aux femmes par rapport aux hommes. Il mesure par ailleurs un résultat présumé de la scolarisation et un indicateur clé de l'autonomisation des femmes dans la société.

Source : Rapport sur le développement humain du PNUD, Institut de la statistique de l'UNESCO.

Sensibilité : le ratio de femmes alphabétisées par rapport aux hommes devrait être rapidement sensible aux politiques publiques en matière d'éducation et d'alphabétisation.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : cet indicateur est calculé en divisant le taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans par celui des hommes de la même tranche d'âges. Les données sont disponibles pour la majorité des pays FAD.

Pertinence : l'alphabétisation est une compétence fondamentale dont l'acquisition dote les femmes des moyens de se prendre en main, d'accéder à l'univers plus vaste de l'apprentissage et de dialoguer directement avec les autorités. Si le ratio des femmes alphabétisées par rapport aux hommes donne une indication des compétences et de la formation des femmes comparé à celles des hommes, il ne fournit aucun renseignement sur d'autres dimensions (discrimination, accès au marché du travail) qui peuvent exister par rapport à la faculté pour les femmes de mettre en pratique les compétences et la formation acquises. Pour cette raison, l'indicateur n'est pas recommandé.

3.7 Proportion des femmes occupant des emplois rémunérés dans le secteur non agricole

Définition : cet indicateur est la proportion des femmes occupant un emploi rémunéré dans le secteur non agricole, exprimée en pourcentage du total des emplois rémunérés dans les secteurs autres qu'agricole.

Source : Annuaire des statistiques du travail du BIT.

Sensibilité : la proportion des femmes occupant des emplois rémunérés dans les secteurs non agricoles mesure le degré d'ouverture des marchés du travail aux femmes dans les secteurs de l'industrie et des services ; il a trait non seulement à l'égalité des chances en matière d'emploi pour les femmes, mais aussi à l'efficacité économique assurée par la souplesse du marché du travail. Cet indicateur devrait être sensible aux politiques publiques dans tous les secteurs autres qu'agricole.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : cet indicateur est calculé en divisant le nombre de femmes occupant des emplois rémunérés dans les secteurs non agricoles par le nombre de personnes occupant des emplois rémunérés dans les secteurs non agricoles. En 2008, 19 pays seulement sur 50 ont été en mesure de fournir des données sur cet indicateur.

Pertinence : des valeurs plus élevées au niveau de cet indicateur signifieraient que les femmes sont désormais mieux intégrées dans les secteurs structurés non agricoles du marché du travail. Théoriquement, cet indicateur est séduisant, étant donné qu'il mesure l'emploi des femmes dans les secteurs autres qu'agricole. Cependant, vu sous l'angle de la faisabilité en tant qu'indicateur représentatif, il est insuffisant. En effet, d'après le Rapport sur l'évolution de l'emploi 2009, 60 % des femmes africaines travaillent dans le secteur agricole. En outre, l'indicateur ne précise pas l'écart entre les hommes et les femmes. En conséquence, il n'est pas recommandé.

3.8 Index « Institutions sociales et égalité homme-femme » (ISE)

Définition : il s'agit d'un indice composite qui mesure la variation en fonction du sexe dans cinq domaines : i) le code de la famille, ii) l'intégrité physique, iii) la préférence pour les fils, iv) les libertés civiles et v) les droits de propriété.

Source : Centre du développement de l'OCDE.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : Si l'ISE est séduisant par la manière dont il traite les causes profondes de l'inégalité entre les sexes, les données ne sont pas disponibles pour les pays FAD dans la mesure où des variables telles que le code de la famille et l'intégrité physique ne sont pas aisément mesurées dans ces pays pour le moment.

Sensibilité : les politiques publiques devraient pouvoir influencer sur les libertés civiles et les droits de propriété. Par contre, elles ne peuvent pas, de façon mesurable, influencer sur le code de la famille, la préférence pour les fils et l'intégrité physique.

Pertinence : l'ISE mesure les causes sous-jacentes de l'inégalité entre les sexes ; s'il est mesuré, il peut donc éclairer les décisions gouvernementales destinées à s'attaquer aux causes profondes de ces inégalités. Cependant, en tant qu'indicateur, l'ISE n'est pas recommandé parce qu'il n'est pas pertinent ni sensible aux politiques publiques.

4. Assainissement

Le manque d'assainissement de base pour la population figure parmi les principaux défis auxquels sont actuellement confrontées les économies africaines en développement. Un faible accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement a des effets néfastes sur la population, sous forme notamment de maladies d'origine hydrique (diarrhée, choléra et typhoïde) et de baisse de productivité. Nombre de ces effets peuvent être évités en élargissant l'accès à un meilleur assainissement. Selon l'OMS, les avantages économiques d'un accès élargi à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dépassent les coûts d'investissement correspondants. La Banque et les pays donateurs sont engagés à améliorer ce secteur et ont mis en œuvre plusieurs programmes et projets à cette fin. Il découle de cet engagement la nécessité d'accentuer le suivi des progrès dans ce secteur.

L'approvisionnement en eau étant associé à l'assainissement, il est recommandé d'utiliser l'« **accès à des installations d'assainissement améliorées** » pour faciliter le suivi de l'assainissement au niveau national. Cet indicateur est le pourcentage de la population ayant accès à des facilités d'assainissement considérées comme améliorées⁹. Les données requises pour le calculer sont facilement disponibles par le biais d'enquêtes auprès des ménages et de recensements. Cet indicateur peut être calculé pour la plupart des pays africains.

4.1 Taux d'accès à une installation d'assainissement améliorée

Définition et justification : cet indicateur mesure le pourcentage de la population ayant accès à des installations d'assainissement considérées comme améliorées, conformément à la définition du Programme conjoint UNICEF-OMS de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Une installation d'assainissement améliorée est définie comme celle qui n'est pas partagée par plusieurs ménages et qui empêche, de façon hygiénique, le contact entre les êtres humains et les matières fécales humaines. En conséquence, les installations d'assainissement ne sont pas considérées comme améliorées lorsqu'elles sont partagées avec d'autres ménages ou peuvent être utilisées librement par le public.

Source : Programme conjoint UNICEF-OMS, enquête en grappes à indicateurs multiples, enquêtes démographiques et sanitaires, enquêtes mondiales de santé, études sur la mesure des niveaux de vie, enquêtes au moyen du questionnaire des indicateurs de base du bien-être, enquêtes sur la santé et la nutrition et enquêtes nationales auprès des ménages.

Sensibilité : les politiques publiques devraient pouvoir influencer sur l'accès à une installation

⁹ D'après la définition du Programme conjoint UNICEF-OMS. Une installation d'assainissement améliorée est celle qui n'est pas partagée avec d'autres ménages et qui empêche, de façon hygiénique, le contact entre les êtres humains et les matières fécales humaines.

d'assainissement améliorée.

Possibilité de quantification et disponibilité des données : suivant la définition ci-dessus, cet indicateur peut se mesurer à l'aide des données de la population totale du pays et de la proportion de la population qui utilise de fait une installation d'assainissement améliorée. La collecte des données s'appuierait principalement sur les données des utilisateurs provenant d'enquêtes auprès des ménages et de recensements.

Pertinence : l'utilisation de cet indicateur tient au fait, d'une part, qu'un faible accès à un assainissement amélioré se traduit par des incidences élevées de maladies d'origine hydrique (diarrhée, choléra et typhoïde), d'où des coûts élevés de soins de santé, cette situation pouvant être aggravée davantage par l'absentéisme à l'école et au travail ainsi que par la baisse de la production économique ; et d'autre part, que l'accès à un assainissement amélioré atténuera les incidences sus-évoquées, stimulera la croissance économique et la réduction de la pauvreté grâce à l'amélioration générale de la qualité de vie, à une augmentation considérable du PIB, à l'égalité entre les hommes et les femmes et à l'accroissement des taux de scolarisation des filles, entre autres. Dans l'ensemble, l'élargissement de l'accès à un assainissement amélioré contribue à la dignité et au développement social et constitue un facteur clé de l'accélération des progrès en direction des OMD. En ce qui concerne l'Afrique en particulier, un important facteur justifiant la pertinence de cet indicateur est que les avantages économiques réels de l'accès à l'approvisionnement en eau potable et à un assainissement amélioré dépassent effectivement les coûts d'investissement correspondants, ce qui justifie sa réalisabilité en tant qu'objectif de développement. Cet indicateur est donc fortement recommandé pour suivre la situation en ce qui concerne l'assainissement.

Annexe III: Réalisations accomplies pendant le FAD 10 et le FAD 11

(Page 1 sur 3)

Infrastructure

Énergie					
			FAD 11		
Nombre de projets			7		
Montant total du financement FAD (millions d'UC)			75		
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)			196		
			Quantité		
Réalisations	Nombre de projets	Prévision /1	Révision de la prévision /2	Réalisation	Pourcentage
Longueur des lignes de transport et de distribution réhabilitées ou installées (km)	6 sur 6	2 797	2 797	3 154	113%
Sous-stations de distribution et transformateurs construits ou réhabilités (nombre)	5 sur 5	532	532	506	95%
Puissance électrique installée (MW)	1 sur 1	25	25	200	800%
Lignes de service et compteurs électriques (nombre)	2 sur 2	42 500	42 500	42 500	100%
Lampadaires installés (nombre)	1 sur 1	400	400	823	206%
Capacité institutionnelle					
Personnel formé/recruté (effectif)	4 sur 4	4 343	1 116	6 524	585%
Population atteinte					
Population atteinte estimée (nombre)	5 sur 4	16 581 993	16 581 993	16 581 993	100%

Transport					
			FAD 11		
Nombre de projets			19		
Montant total du financement FAD (millions d'UC)			251		
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)			358		
			Quantité		
Réalisations	Nombre de projets	Prévision/ 1	Révision de la prévision/ 2	Réalisation	Pourcentage
Routes construites, réhabilitées ou entretenues (km)	7 sur 9	9 142	4 260	4 211	99%
Routes de desserte construites ou réhabilitées (km)	6 sur 6	4 287	4 240	3 804	90%
Installations supplémentaires construites (établissements scolaires, dispensaires, logements,...) (nombre)	6 sur 6	230	214	214	100%
Aéroports construits	1 sur 1	1	1	1	100%
Capacité institutionnelle					
Opérations d'appui institutionnel (nombre)	1 sur 3	3	1	1	100%
Personnel formé (effectif)	5 sur 7	2806	1926	1613	84%
Emplois créés (nombre)	4 sur 4	15907	15907	101804	640%
Population atteinte					
Population atteinte estimée (nombre)	5 sur 11	43 487 239	40 587 620	41 559 700	102%

Eau et assainissement					
			FAD 11		
Nombre de projets			5		
Montant total du financement FAD (millions d'UC)			78		
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)			275		
			Quantité		
Réalisations	Nombre de projets	Prévision/ 1	Révision de la prévision/ 2	Réalisation	Pourcentage
Puits forés/réhabilités et équipés (nombre)	5 sur 5	3 256	3 253	3 605	111%
Conduites de transport et de distribution (approvisionnement en eau potable) construites (km)	2 sur 4	216	109	230	212%
Capacité d'alimentation en eau potable (réservoirs de service, m3 /jour)	3 sur 3	463 121	463 121	332 411	72%
Stations de pompage et ouvrages de prise d'eau (nombre)	3 sur 5	76	38	38	100%
Latrines construites ou réhabilitées (nombre)	1 sur 2	30 747	30 600	15 310	50%
Capacité institutionnelle					
Nombre de travailleurs formés (nombre)	1 sur 3	569	-	1 334	
Population atteinte					
Population atteinte estimée (nombre)	3 sur 5	1 974 027	1 974 027	1 679 460	85%

Note 1 : Résultats/réalisations prévus à l'époque de l'approbation du projet

Note 2 : Résultats/réalisations prévus après la restructuration

Annexe III: Réalisations accomplies pendant le FAD 10 et le FAD 11

(Page 2 sur 3)

Agriculture, élevage, gestion des ressources naturelles

Agriculture		FAD 11			
Nombre de projets		21			
Montant total du financement FAD (millions d'UC)		183			
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)		307			
		Quantité			
Réalisations	Nombre de projets	Prévision/ 1	Révision de la prévision/ 2	Réalisation	Pourcentage
Installations rurales de commercialisation et de production construites ou réhabilitées (nombre)	14 sur 14	10 886	8 452	5 064	60%
Superficies avec gestion d'eau améliorée (irrigation, drainage, etc.) aménagées ou réhabilitées (hectares)	6 sur 9	70 268	64 660	159 845	247%
Trous de forage, puits et infrastructures d'assainissement construits ou réhabilités (nombre)	5 sur 8	648	285	326	114%
Superficie dont l'utilisation a été améliorée (replantation, reboisement, aménagement paysager, etc.) (hect)	11 sur 13	350 536	338 597	484 560	143%
Têtes de bétail fournies/vaccinées (nombre)	4 sur 4	81 956	81 956	59 373	72%
Plantes adoptées (plantules, arbres, etc.) (nombre)	2 sur 2	-	-	844 111	-
Installations sociales créées ou réhabilitées (écoles rurales, dispensaires, etc.) (nombre)	9 sur 11	2 404	2 292	2 280	99%
Intrants agricoles fournis (engrais, semences, etc.) (tonnes)	3 sur 3	13 197	13 120	12 873	98%
Agriculteurs utilisant des technologies améliorées (nombre)	2 sur 2	15 375	15 375	4 120	27%
Capacité institutionnelle					
Agriculteurs formés (nombre)	7 sur 7	72 365	71 995	416 815	579%
Autre personnel agricole formé (nombre)	11 sur 13	28 669	20 139	326 029	1619%
Personnel agricole recruté (nombre)	5 sur 6	3 226	3 209	2 944	92%
Population atteinte					
Total de la population atteinte estimée (nombre)	15 sur 15	10 609 706	10 609 706	11 161 829	105%

Note 1 : Résultats/réalisations prévus à l'époque de l'approbation du projet

Note 2 : Résultats/réalisations prévus après la restructuration

Annexe III: Réalisations accomplies pendant le FAD 10 et le FAD 11

(Page 3 sur 3)

Développement humain

Education						
				FAD 11		
Nombre de projets				22		
Montant total du financement FAD (millions d'UC)				289		
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)				328		
				Quantité		
Réalisations	Nombre de projets	Prévision/ 1	Révision de la prévision/ 2	Réalisation	Pourcentage	
Salles de classe construites (nombre)	16 sur 16	15 945	15 675	11 498	73%	
Ouvrages scolaires et matériel didactique fournis (nombre)	13 sur 13	5 627 533	5 627 533	6 169 150	110%	
Installations d'eau et latrines construites (nombre)	9 sur 10	3 961	3 801	3 923	103%	
Installations d'appui scolaire construites ou réhabilitées (nombre)	10 sur 10	549	549	437	80%	
Capacité institutionnelle						
Enseignants formés (nombre)	9 sur 10	33 980	32 652	41 193	126%	
Population atteinte						
Population atteinte estimée (nouvelles inscriptions scolaires)	8 sur 9	6 972 682	6 937 682	11 227 573	162%	

Santé						
				FAD 11		
Nombre de projets				16		
Montant total du financement FAD (millions d'UC)				154		
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)				185		
				Quantité		
Réalisations	Nombre de projets	Prévision/ 1	Révision de la prévision/ 2	Réalisation	Pourcentage	
Hôpitaux construits ou réhabilités (nombre)	12 sur 13	72	14	14	100%	
Établissements de santé secondaires construits ou réhabilités (nombre)	6 sur 7	101	101	69	68%	
Centres de santé primaires construits ou réhabilités (nombre)	10 sur 10	276	276	327	118%	
Établissements de santé équipés	2 sur 3	93	89	98	110%	
Capacité institutionnelle						
Agents de santé formés (nombre)	10 sur 11	11 223	11 103	7 989	72%	
Séances de formation et de sensibilisation en matière de santé (nombre)	1 sur 2	1 147	1 144	623	54%	
Population atteinte						
Population atteinte estimée (nombre)	1 sur 2	13 140 797	13 140 797	13 031 297	99%	

Protection sociale						
				FAD 11		
Nombre de projets				18		
Montant total du financement FAD (millions d'UC)				125		
Total des coûts estimatifs des projets (millions d'UC)				226		
				Quantité		
Réalisations	Nombre de projets	Prévision/ 1	Révision de la prévision/ 2	Réalisation	Pourcentage	
Sous-projets d'infrastructure socioéconomique exécutés (grâce aux fonds sociaux)	3 sur 3	1 800	1 800	2 110	117%	
Pistes/routes rurales construites/réhabilitées (km)	3 sur 4	1 081	1 081	729	67%	
Capacité institutionnelle						
Population tirant parti du projet (nombre)	18 sur 18	2 790 165	2 790 165	3 384 321	121%	
Enseignants/parties prenantes formés (nombre)	9 sur 10	415 871	517 084	417 650	81%	
Emplois créés (nombre)	1 sur 1	150 000	150 000	213 000	142%	
Agents de l'administration publique/des ONG formés (nombre)	4 sur 5	688	484	1 848	382%	
Institutions de microfinance créées ou renforcées (nombre)	2 sur 3	148	147	398	271%	
Microcrédits accordés (nombre)	11 sur 12	686 614	642 626	433 073	67%	
Microentreprises créées (nombre)	3 sur 4	34 300	24 300	25 036	103%	

Note 1 : Résultats/réalisations prévus à l'époque de l'approbation du projet

Note 2 : Résultats/réalisations prévus après la restructuration

Annexe IV: Proportion des résultats satisfaisants des opérations du FAD, 1985-2008

Tableau IV-1

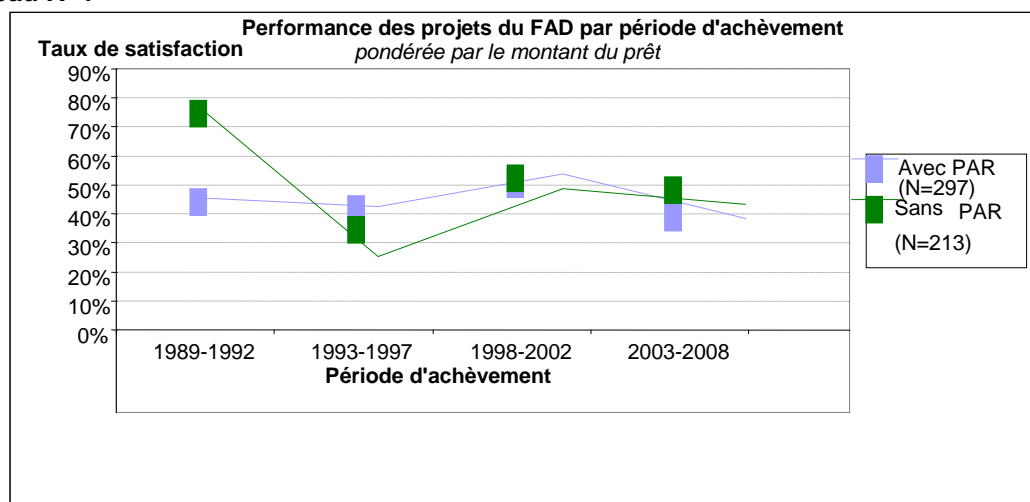


Tableau IV-2

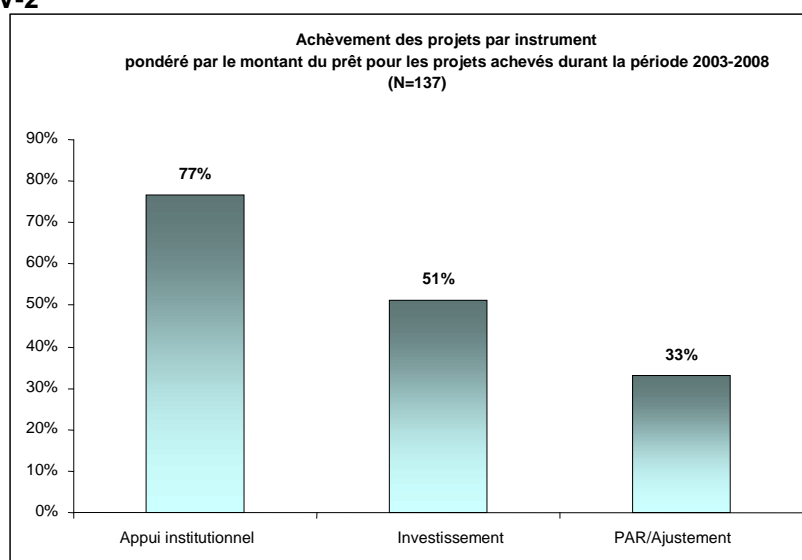
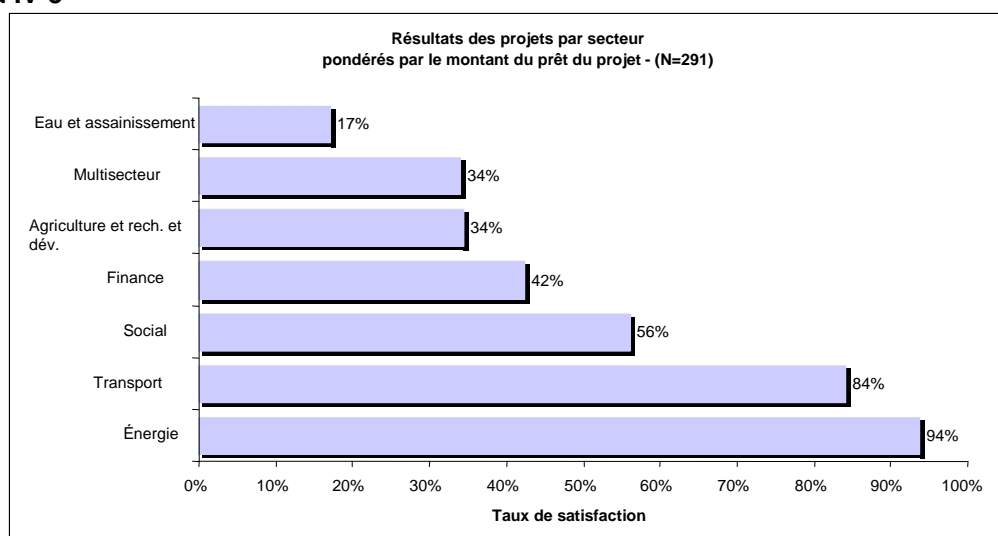


Tableau IV-3



Annexe V: Efficacité Institutionnelle - Indicateurs des réformes internes pendant le FAD -11: Définitions

Tous les indicateurs sont calculés par année civile ou à la fin de l'année et se réfèrent exclusivement aux opérations FAD

Indicateur	Définition
% des nouveaux DSP avec des données de référence satisfaisantes en amont	<u>Numérateur</u> : Nombre de DSP avec des données de référence satisfaisantes en amont ; <u>Dénominateur</u> : Nombre de tous les nouveaux DSP approuvés
% des opérations avec des données de référence satisfaisantes en amont	<u>Numérateur</u> : Nombre d'opérations avec des données de référence satisfaisantes en amont <u>Dénominateur</u> : Nombre de toutes les nouvelles opérations approuvées
% des appuis budgétaires décaissés à temps	<u>Numérateur</u> : Nombre d'appuis budgétaires décaissés à temps ; <u>Dénominateur</u> : Nombre de tous les appuis budgétaires décaissant dans l'année
Délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement (mois)	Se rapporte à tous les projets dont le premier décaissement s'est vérifié durant l'année
Pourcentage opérations supervisées formellement deux fois par an	<u>Numérateur</u> : Toutes les opérations devenues effectives au moins depuis 12 mois et qui ont été supervisées au moins deux fois sur le terrain ; <u>Dénominateur</u> : Toutes les opérations devenues effectives au moins depuis 12 mois
Pourcentage projets peu performants du portefeuille actif	<u>Numérateur</u> : Tous les projets actifs avec un problème au niveau de la mise en œuvre ou de l'atteinte des objectifs de développement (Progrès dans la mise en œuvre -IP ou Atteinte des objectifs de développement-DO avec une note inférieure à 1.5); <u>Dénominateur</u> : tous les projets actifs qui ont été supervisé au moins une fois
Taux de décaissement annuel du portefeuille actif* (%)	<u>Numérateur</u> : le montant décaissé depuis le début de l'année (hors décaissements associés aux opérations signées durant l'année); <u>Dénominateur</u> : solde non décaissé des projets signés avant le début de l'année
Délai moyen de la passation de marchés (semaines)	Fait référence au temps écoulé entre la date de lancement d'un processus de passation des marchés (travaux, fournitures et services) et la date de signature du contrat
Proportion de projets pouvant être annulés (%)	<u>Numérateur</u> : Nombre de projets avec des prêts ou des dons admissibles à l'annulation; <u>Dénominateur</u> : Nombre total de tous les projets actifs
Pourcentage des projets existants dont les RAP sont établis à temps	<u>Numérateur</u> : Nombre d'opérations avec les rapports d'achèvement finalisés dans les temps (6 mois); <u>Dénominateur</u> : Nombre de toutes les opérations qualifiées pour les rapports d'achèvement
Pourcentage des RAP jugés satisfaisants	Taux de rapport d'achèvement jugés satisfaisants par une évaluation indépendante (OPEV)
Pourcentage des RAP rendant compte de données ventilées par sexe	Taux des rapports d'achèvement avec des données ventilées par sexe
Pourcentage des membres des effectifs, catégorie professionnelle, dans les bureaux extérieurs	<u>Numérateur</u> : Tout le personnel international ou local de catégorie PL postés dans les bureaux extérieurs; <u>Dénominateur</u> : Tout le personnel international ou local de catégorie PL en poste à la Banque
Pourcentage du portefeuille géré à partir des bureaux extérieurs	<u>Numérateur</u> : les opérations gérées par le personnel basé dans les bureaux extérieurs ; <u>Dénominateur</u> : Nombre de toutes les opérations actives
Pourcentage de l'aide fournie par le biais d'approches fondées sur des programmes (Indicateur 9 de Paris)	<u>Numérateur</u> : Les flux d'aide fournie dans le cadre d'approches fondées sur des programmes ; <u>Dénominateur</u> : les flux de l'aide totale.
Pourcentage des missions conjointes (Indicateur 10a de Paris)	<u>Numérateur</u> : Nombre des missions sur le terrain entrepris par la Banque conjointement avec un ou plusieurs bailleurs, ou par un autre bailleur pour le compte d'autres bailleurs incluant la Banque ; <u>Dénominateur</u> : Nombre total des missions de la Banque sur le terrain.